

Sou2002-1431

Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie

Sou2002-1431

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 04

Fax 01 40 77 85 09

**CREDOC – DIRECTION
IMPORTANT**

Ce rapport est actuellement soumis à embargo ou à diffusion restreinte par le commanditaire de l'étude dont il traite. Il vous est adressé au titre de vos responsabilités à l'égard du centre.

**NOUS VOUS DEMANDONS DE NE PAS LE
DIFFUSER**

Crédoc - Début 2002, l'opinion se
crispe, inquiétudes liées à
l'insécurité. Mars 2002.

R8 0554



0000125407/ ex 01

CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE

Crédoc - Début 2002, l'opinion se
crispe, inquiétudes liées à
l'insécurité. Mars 2002.

R8 0554



0000125407/ ex 01



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 2002 : L'opinion se crispe,
profondément affectée par la flambée
des inquiétudes liées à l'insécurité**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2002

18 MARS 2002

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS



Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

**Début 2002 : L'opinion se crispe,
profondément affectée par la flambée
des inquiétudes liées à l'insécurité**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2002

18 MARS 2002

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur Général adjoint du CREDOC)

- . Samuel Bellot, Isabelle Bérard, Régis Bigot, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Catherine Duflos, Laurent Ortalda.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer
Directeur Général : Robert Rochefort

SOMMAIRE

Pages

Introduction : l'opinion se crispe	1
1. Les inquiétudes des Français atteignent un niveau record, exacerbées par les problèmes d'insécurité quotidienne	3
2. Les jugements sur les institutions et sur la nécessité de transformer la société se durcissent	14
3. Presque les deux tiers des Français se remettent à croire à une augmentation durable du chômage.....	20
4. Les appréciations sur le niveau de vie individuel restent très favorables	26
5. Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des aides sociales ne disparaissent pas, bien au contraire.....	37
En guise de conclusion	44
* * *	
*	
Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2002.....	47



G. Hatchuel

18 Mars 2002

Début 2002 : L'opinion se crispe, profondément affectée par la flambée des inquiétudes liées à d'insécurité

L'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » est réalisée chaque année depuis 1978. Instrument multithématique, s'appuyant sur le suivi de quelques opinions révélatrices des grandes inflexions du corps social, l'enquête permet de repérer et d'analyser, dans la durée, les principaux mouvements de fond traversant la société française. Elle fournit aussi un coup de projecteur sur les tendances conjoncturelles qui affectent, chaque semestre, les attitudes de la population. A cet égard, les premiers résultats de la vague du début 2002 apportent une information très significative sur l'état d'esprit de l'opinion : **jamais**, depuis la création du système d'enquêtes, **les inquiétudes n'avaient été aussi hautes ; jamais les problèmes d'insécurité n'avaient autant marqué leur emprise.**

Certes, la société française n'a pas vraiment sombré dans le pessimisme économique, mais on a le sentiment qu'elle se « crispe », qu'elle s'exaspère et amplifie ses peurs au travers du regard dubitatif qu'elle porte sur quelques espoirs déçus : le chômage remonte, la situation des « autres » ne s'améliore pas.

En vérité – qu'on ne s'y trompe pas –, les appréciations sur l'évolution du niveau de vie **personnel** restent encore d'un niveau très favorable. D'ailleurs, l'indicateur résumé du moral individuel des ménages est positif et il y a encore trois ans, on aurait pu probablement envier la situation d'aujourd'hui. Mais les « **fissures** » de l'opinion se lisent plutôt ailleurs : en même temps que les préoccupations sécuritaires n'hésitent plus

à s'afficher, le désir de transformation radicale de la société repart à la hausse, les critiques sur le fonctionnement de la justice culminent et les interrogations sur la protection sociale continuent de s'accroître... Les doutes eux-mêmes reprennent leur essor autour d'anciennes batailles que l'on croyait pourtant gagnées : depuis la création de l'enquête, jamais un mouvement d'opinion n'avait été aussi fort que celui concernant, cette année, la conviction d'une remontée du chômage (+ 36 points en un an !).

En un mot, c'est probablement la parenthèse faste des années 1999-2001 qui commence, avec ces soubresauts inquiets, à se refermer. Comme si, alors qu'il avait presque disparu, le mécontentement sociétal revenait sous une forme un peu différente, attisé par l'impatience de voir combattre l'insécurité.

En définitive, analysés par comparaison avec les résultats du début 2001, **cinq éléments principaux** se dégagent :

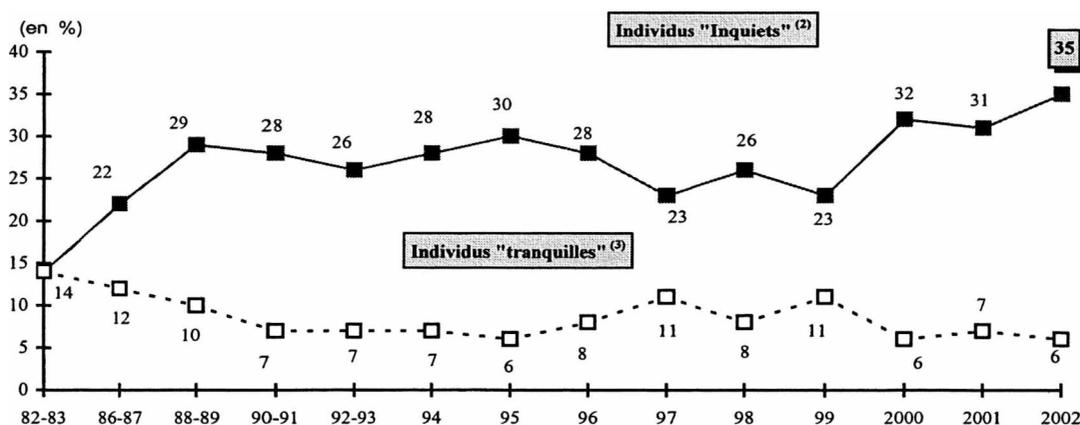
1. Les inquiétudes des Français culminent, avec une préoccupation majeure : « la violence, l'insécurité ».
2. Le désir de réformer radicalement la société retrouve un de ses plus hauts niveaux. Le fonctionnement de la justice est sévèrement critiqué.
3. Un certain pessimisme sociétal se fait jour : de plus en plus de Français estiment que le chômage va repartir durablement à la hausse.
4. Les jugements sur les conditions de vie personnelles restent encore favorables.
5. Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des politiques sociales continuent à toucher quasiment la moitié du corps social.

1. Les inquiétudes des Français atteignent un niveau record, exacerbées par les problèmes d'insécurité quotidienne

Comment ne pas voir là le signe d'un malaise profond, d'une crispation intense de la société française ? **Jamais les peurs**, même aux heures les plus noires de la crise collective du milieu des années 90, **n'avaient été aussi élevées** : le pourcentage d'inquiets atteint aujourd'hui les 35%, ce qui correspond à un bond annuel de 4 points (Graphique 1). C'est non seulement le taux le plus haut depuis 1982, mais il se situe 5 points au-dessus du pic de la décennie 90 et 3 points au-delà du record du début 2000.

Certes, depuis deux ans, nous ne cessons d'évoquer, dans cette note de conjoncture, « la cohabitation étrange » – et finalement jusqu'alors presque inoffensive – entre le moral économique exceptionnel des ménages et leurs craintes, sourdes et profondes. Mais cette année, il faut bien constater que le moral des Français montre quelques signes d'effritement, alors même que les peurs, attisées par la montée en puissance des préoccupations sécuritaires, ne cessent de s'affirmer.

Graphique 1
Jamais les inquiétudes n'avaient atteint un tel niveau ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- (1) L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.
- (2) Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (**cumul** des quatre domaines).
- (3) Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

Cette progression est d'autant plus marquante que la méthode d'élaboration de notre indicateur repose sur **quatre variables différentes**, ce qui tend à minimiser ses variations conjoncturelles.

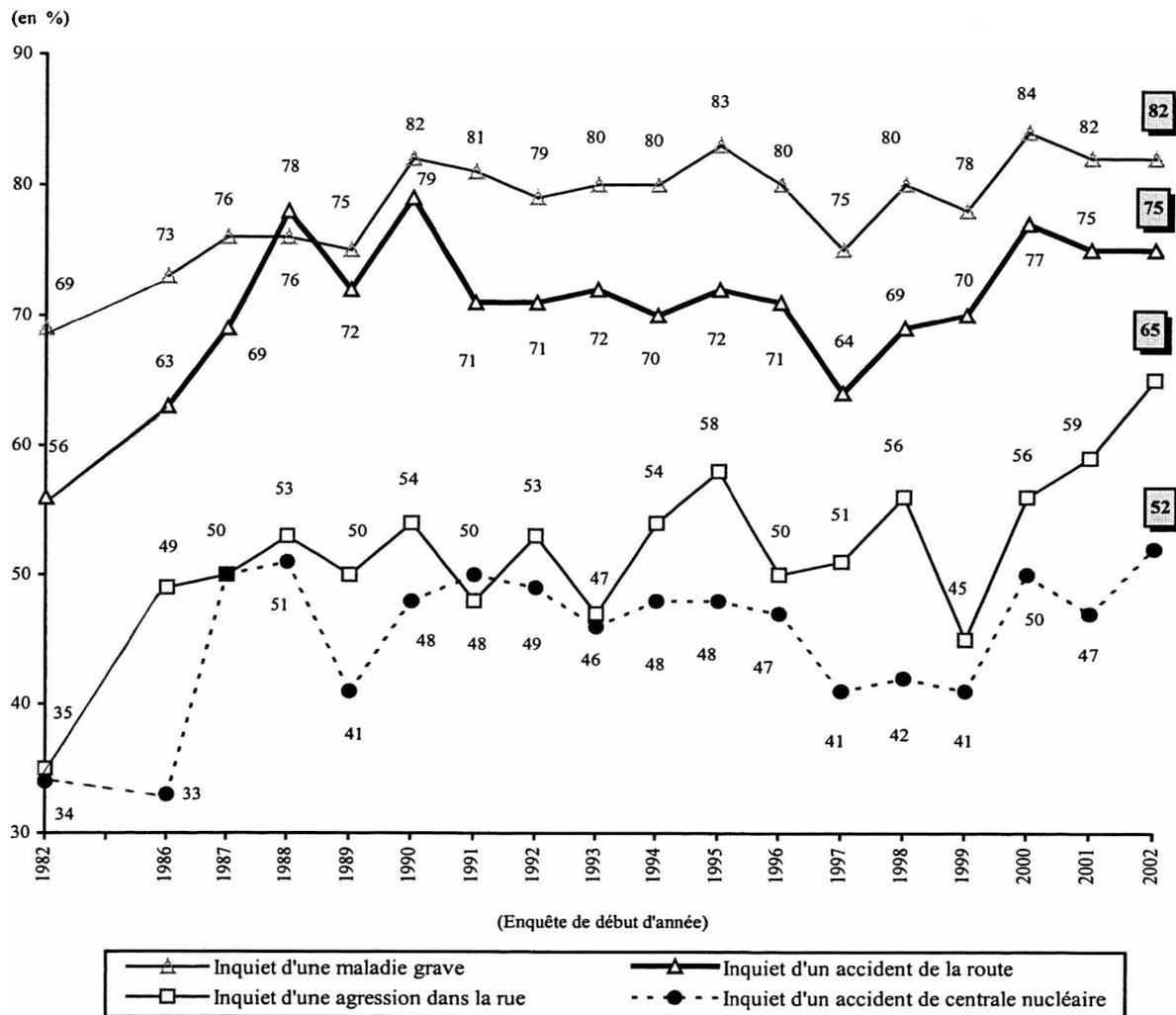
L'indicateur prend, en effet, en compte quatre sujets de risques possibles, desquels le chômage a été volontairement exclu : ils concernent des domaines très différents, relatifs à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). L'indicateur, qui mesure précisément le nombre de personnes **inquiètes conjointement sur les quatre thèmes**, traduit donc une « **peur cumulée** », révélatrice d'un certain mal-être non réductible à telle ou telle circonstance particulière.

Or, même si la remontée de l'indicateur ne tient pas cette année à une croissance générale de **tous** les risques ressentis, elle s'appuie sur un constat très révélateur : **aucune crainte n'a reculé**.

D'un côté, les peurs relatives à **la maladie grave** restent au niveau très élevé atteint l'an dernier (82%), et celles de **l'accident de la route** plafonnent autour des 75%, c'est-à-dire un niveau largement plus haut que durant toute la période 1991-1999 (Graphique 2).

De l'autre, la montée des appréhensions vis-à-vis de **l'accident de centrale nucléaire** (+ 5 points en un an) semble s'accélérer, tandis que le risque **d'agression dans la rue** bat son record pour la deuxième année consécutive : avec 65% d'inquiets, la croissance de cette crainte devient préoccupante ; jamais ce taux n'avait encore dépassé les 60% !

Graphique 2
La peur de l'agression dans la rue bat son record et aucune autre inquiétude ne recule



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

Bien sûr, on peut être tenté de rattacher ces évolutions à une série de faits ponctuels intervenus ces derniers mois. Par exemple, on pourrait mettre en relation la montée des craintes relatives au risque d'accident de centrale nucléaire et la catastrophe survenue dans l'usine AZF de Toulouse. Ce qui signifierait, dans cette hypothèse, que ces peurs concerneraient notamment les risques **d'explosion** accidentelle de tout ou partie de complexes industriels de haute technologie (centrale nucléaire, usine chimique ...), risques vis-à-vis desquels l'opinion semble avoir le sentiment de ne pas toujours disposer, ni de l'information souhaitée, ni de la protection exigée. De même, on ne peut pas ne pas associer la montée des inquiétudes relatives à l'agression dans la rue des multiples faits de délinquance, urbaine ou périurbaine, largement médiatisés ces derniers mois dans l'Hexagone.

Cependant, tout porte à croire que cette montée des inquiétudes ne répond pas seulement à telle ou telle circonstance particulière, mais plutôt à **l'accumulation, engrangée depuis plusieurs mois**, de faits convergents, révélateurs de la diffusion d'un état d'esprit symptomatique : celui que personne n'est à l'abri de ces dangers multiformes, dangers dont la probabilité de survenance s'impose d'autant plus que chacun ressent une certaine **impuissance, une incapacité, individuelle ou collective**, à les éviter. En un mot, **c'est ce sentiment d'impuissance à combattre cette accumulation de dangers qui nourrit et entretient les peurs.**

Deux éléments confortent cette analyse :

- * D'abord, les craintes liées au risque de **guerre**, répétons-le, ne sont pas prises en compte dans notre indicateur. Or, **ces peurs ont également gagné 13 points cette année** (56% des Français en sont soucieux). Il y a là le signe que, quelques mois après les attentats du 11 septembre 2001 et l'intervention en Afghanistan, l'inquiétude exprimée ne répond pas seulement à des préoccupations nationales, mais aussi internationales¹. Or, contrairement à ce qui s'était passé il y a plus de 10 ans, après la guerre du Golfe, la peur de la guerre n'a aucunement « cannibalisé », c'est-à-dire fait disparaître, certaines autres craintes². Au contraire, cette appréhension vient cette année se surajouter aux autres peurs, de façon spectaculaire.
- * Ensuite, **c'est bien à une montée générale d'une inquiétude quasi irrépressible** que la population, dans son ensemble, semble confrontée : comme nous l'indiquions l'an dernier, l'insécurité économique et sociale que ces peurs traduisaient il y a quelques années semble s'être renforcée **d'un malaise plus profond auquel même les groupes économiquement privilégiés ne semblent plus guère échapper** (l'argent ne les protégerait plus).

Certes, les groupes habituellement les plus craintifs restent encore en tête des catégories les plus touchées (40% d'inquiets chez les non-diplômés, 40% chez les femmes au foyer, 38% chez les ouvriers).

¹ D'où, d'ailleurs, cette montée corrélative des craintes liées à l'accident nucléaire.

² Entre janvier 1990 et janvier 1991, les inquiétudes concernant le risque de guerre avaient gagné 27 points. Parallèlement, les craintes concernant l'accident de la route avaient reculé de 8 points et celles relatives à l'agression dans la rue, de 6 points.

Mais les inquiétudes se sont également diffusées dans les catégories moyennes et aisées, et notamment dans les groupes plutôt épargnés tout au long des années 90.

Ce mouvement de resserrement des écarts – toute la population devient craintive – est flagrant quand on compare les pourcentages d'inquiets en 1995 (taux les plus élevés de la décennie 90) et ceux de ce début 2002 (Tableau 1) : les titulaires de hauts revenus ont presque rattrapé tout leur retard (+ 11 points dans la période) sur les individus du bas de l'échelle (- 1 point) ; les inquiétudes des cadres et des employés ont gagné de 8 à 11 points ; enfin, le pourcentage de diplômés inquiets a gagné 9 points ces sept dernières années, contre 2 points chez les non-diplômés.

Tableau 1
Les inquiétudes se sont encore plus diffusées dans les groupes peu touchés au milieu des années 90

(Pourcentage d'inquiets)

	Début 1995	Début 2001	Début 2002	Evolution 1995-2002
Catégories classées en fonction des revenus du foyer				
. Moins de 6 000 F/mois	35	31	34	-1
. Plus de 15 000 F/mois	18	26	29	+11
Catégories classées en fonction de la profession				
. Femme au foyer	43	43	40	-3
. Ouvrier	33	31	38	+5
. Employé	32	35	43	+11
. Cadre (supérieur ou moyen)	17	22	25	+8
Catégories classées en fonction de l'âge				
. Moins de 25 ans	26	29	34	+8
. 35 à 49 ans	27	29	36	+9
. 65 ans et plus	33	32	34	+1
Catégories classées en fonction du niveau de formation				
. Aucun diplôme (ou Cep)	38	38	40	+2
. Diplômé du bac ou du supérieur	18	21	27	+9
Catégories classées en fonction du lieu de résidence				
. Moins de 2 000 habitants	32	28	33	+1
. 20 000 à 100 000 habitants	34	29	39	+5
. 100 000 habitants et plus (hors Région Parisienne)	28	30	34	+6
. Paris – Région Parisienne	23	39	39	+16
Ensemble de la population	30	31	35	+5

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2002, 29 % des titulaires de revenus élevés sont inquiets, soit 11 points de plus qu'en 1995. Dans le même temps, les inquiétudes ont reculé de 1 point chez les faibles revenus.

Trois autres constats méritent attention :

- Les inquiétudes se sont beaucoup plus diffusées dans les grosses agglomérations entre 1995 et 2001 (+ 16 points chez les Franciliens) ; mais un mouvement de « rattrapage » s'est opéré cette année dans les petites et moyennes communes (+ 10 points en un an, par exemple, dans celles de 20 000 à 100 000 habitants). De fait, les peurs étreignent de 33 à 39% des individus, quel que soit leur lieu de résidence. Personne n'est donc plus à l'abri.
- Alors que pendant longtemps, les moins de 25 ans ont été plus sereins que les seniors, le pourcentage de craintifs ne varie quasiment plus maintenant en fonction de l'âge (il est de 34% chez les moins de 25 ans et les plus de 65 ans, de 36% chez les 35-49 ans).
- Enfin, le pourcentage d'inquiets atteint maintenant les 51% chez les habitants de la région Nord, 39% dans la région parisienne et dans l'Est, et 36% dans l'Ouest (+ 16 points en un an dans ce dernier cas). La région Ouest était pourtant, depuis trois ans, la zone du territoire où les inquiétudes étaient largement le moins diffusées.

Il reste que depuis plusieurs mois, **c'est la peur de l'agression dans la rue qui tire le plus les inquiétudes à la hausse**. Ceci ne veut pas dire que la montée irrépessible des craintes ne tient qu'à la croissance des peurs liées à l'agression ; mais force est de constater que le mouvement mis en évidence se « cristallise » autour de cette crainte, qui finalement est le révélateur du malaise plus global qui caractérise la société.

En l'occurrence, 65% de la population se disent aujourd'hui inquiets du risque d'agression dans la rue. C'est 6 points de plus que l'an dernier et 9 points au-delà du précédent « pic » de 1998. On peut d'ailleurs, sur ces évolutions, faire **deux remarques** :

- * Cette année, **la montée des craintes relatives à l'agression a affecté tous les groupes sans exception**. Néanmoins, la flambée des appréhensions a davantage touché les plus de 65 ans (+ 11 points en un an, contre + 6 en moyenne), les revenus moyens (+ 9 points chez les 8 000 à 12 000 F/mois), les résidents de communes de 20 000 à 100 000 habitants (+ 16 points) et les résidents en HLM (+ 14 points).

- * D'autre part, comparé à l'année 1998, il y a eu un nivellement des écarts (Tableau 2) : **la peur de l'agression s'est diffusée partout, mais encore plus dans les classes moyennes (employés : + 18 points) et les groupes aisés et diplômés (+ 14 points chez les revenus élevés, + 15 points chez les diplômés du bac ou du supérieur).**

Autrement dit, l'insécurité quotidienne ne fait plus seulement l'objet d'interrogations fortes des groupes défavorisés ; elle interpelle de plus en plus les classes moyennes et les catégories aisées financièrement et culturellement.

Tableau 2
Les craintes relatives à l'agression dans la rue se sont diffusées partout, mais encore plus dans les catégories moyennes et supérieures

(Pourcentage d'inquiets d'une agression)

	Début 1998	Début 2001	Début 2002	Evolution 1998-2002
. Employé	55	68	73	+18
. Dispose du bac ou d'un diplôme du supérieur	43	50	58	+15
. Dispose, dans son foyer, de 15 000 F/mois et plus	46	57	60	+14
. Femme au foyer	62	72	73	+11
. Réside dans une aggl. de 20 000 à 100 000 habitants	62	57	73	+11
. Cadre (moyen ou supérieur)	42	48	53	+11
. Réside dans la région parisienne	57	62	67	+10
Ensemble de la population	56	59	65	+ 9
Pour comparaison :				
. Ouvrier	64	58	65	+1
. Dispose, dans son foyer, de 6 000 F/mois ou moins	59	60	65	+6
. Ne dispose d'aucun diplôme	64	65	70	+6
. Vit en HLM	67	63	77	+10

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Mais il existe un autre indicateur, encore plus frappant, de la progression **spectaculaire** des attentes sécuritaires : pour la première fois depuis que la question est posée (1991), le thème de « **la violence, l'insécurité** » prend cette année, de loin, la place de tête des **préoccupations des Français**. De loin, car le taux de progression a été de + 10 points en un an, et de + 21 points en deux ans, alors même que la liste proposée aux enquêtés ne comporte pas moins de 11 sujets différents (Tableau 3).

Avec 48% de citations, « la violence, l'insécurité » laissent maintenant loin derrière, d'abord « les maladies graves » (à 31%, - 7 points cette année), ensuite « le chômage » (à 24%, - 3 points). Même « la dégradation de l'environnement » reperd quasiment tout le « gain » engrangé au début 2001.

En fait, il faut retourner loin dans le passé, aux années 93-94, pour retrouver une telle progression : un seul sujet, le chômage, avait déjà connu, en seulement deux ans, un essor de ce type.

C'est dire que comme c'était le cas pour le chômage de 1994 à 1998, le niveau de citations obtenu maintenant par « la violence, l'insécurité » ne traduit plus seulement une interrogation plus ou moins alarmiste, mais **un désir profond que les pouvoirs publics interviennent massivement dans le domaine**. Avec 50% de préoccupations, la lutte contre le chômage était devenue **une action prioritaire** ; comment imaginer qu'avec 48% de citations, **la lutte contre l'insécurité** ne le devienne pas ?

Tableau 3

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 2002)											(en %)
	Début 1991	Début 1993	Début 1994	Début 1996	Début 1997	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	Début 2002	Evolution 2001-2002
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(J)	(J) - (I)
. La violence et l'insécurité	23	16	20	18	25	29	33	27	38	48	+ 10
. Les maladies graves	28	29	26	29	26	28	30	33	38	31	- 7
. Le chômage	27	44	52	53	52	48	44	36	27	24	- 3
. La drogue	37	30	28	24	22	20	22	23	21	21	=
. La pauvreté en France	16	20	22	25	25	23	24	25	21	19	- 2
. La pauvreté dans le monde	15	19	16	18	16	18	19	21	17	17	=
. La dégradation de l'environnement	12	11	8	8	8	10	8	13	18	14	- 4
. L'immigration	17	14	14	13	13	13	10	9	8	10	+ 2
. Les tensions internationales	16	9	7	4	5	4	5	7	6	10	+ 4
. Les conflits sociaux	4	3	2	7	5	3	4	4	4	5	+ 1
. L'Europe	6	6	2	2	3	2	1	2	2	1	- 1

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

En fait, cette montée des attentes sécuritaires a eu pour conséquence de faire reculer toutes les autres préoccupations, sauf une : « **les tensions internationales** » (10% de citations, + 4 points en un an). « L'immigration » a aussi gagné 2 points, mais son taux de citations est encore nettement inférieur à ce qu'il était de 1991 à 1998.

Quoi qu'il en soit, **la croissance des préoccupations sécuritaires n'a strictement épargné aucune catégorie socio-démographique**. Elle a encore plus affecté quatre groupes : les habitants d'agglomérations de 20 000 à 100 000 habitants (à 58%, + 25 points en un an), les revenus moyens-hauts (15 000 à 20 000 F/mois, 53%, + 15 points), les ouvriers (+ 16 points) et les 35-49 ans (+ 14 points).

En tout état de cause, le souci de l'insécurité est maintenant **en tête dans tous les groupes sociaux**, et aussi bien en haut qu'en bas de l'échelle des revenus : en deux ans, le taux de citations de ce thème s'est accru de 13 points chez les gens aisés et de 30 chez les plus défavorisés, « lissant » les écarts antérieurs (Tableau 4).

Il reste que pour les **autres** préoccupations, les évolutions observées n'ont pas affecté de la même façon les différents groupes :

- Les interrogations relatives **aux maladies graves et à la pauvreté en France** ont reculé surtout chez les hauts revenus, et celles ayant trait **au chômage et à la pauvreté dans le monde**, surtout au bas de l'échelle.
- Les soucis concernant **les tensions internationales** se sont surtout accrus chez les hauts revenus (de même que l'immigration), comme dans les classes moyennes.
- Enfin, si **la dégradation de l'environnement** a plutôt marqué le pas en bas de l'échelle sociale, elle reste un sujet en croissance chez les hauts revenus (Tableau 4).

Tableau 4
L'évolution des préoccupations des Français selon leur niveau de revenus
 - Evolution 2000-2002, en points -

Principales préoccupations	Evolution dans l'ensemble de la population (2000-2002)	Dont :		
		Titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F/mois)	Titulaires de revenus intermédiaires (de 10 000 à 15 000 F/mois)	Titulaires de hauts revenus (plus de 20 000 F/mois)
. Violence, insécurité	+ 21	+30	+ 21	+ 13
. Maladies graves	- 2	- 1	- 3	- 6
. Chômage	- 12	-17	- 14	- 12
. Drogue.....	- 2	=	- 4	- 4
. Pauvreté en France	- 6	- 4	- 5	-13
. Pauvreté dans le monde	- 4	- 8	- 5	- 4
. Dégradation de l'environnement	+ 1	- 1	+ 1	+7
. Immigration	+ 1	- 1	+ 2	+5
. Tensions internationales	+ 3	+ 1	+ 6	+9

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : Alors qu'en moyenne, les préoccupations relatives à la violence, l'insécurité, ont augmenté entre début 2000 et début 2002, de 21 points dans l'ensemble de la population, elles ont cru de 30 points chez les bas revenus et de 13 points chez les hauts revenus.

En un mot, la montée irrésistible des priorités concernant « la violence, l'insécurité » a chamboulé totalement la hiérarchie des autres préoccupations, ou plutôt a obligé chaque groupe à se repositionner sur ce qui le tracasse le plus.

De fait, si l'insécurité se place loin en tête, aussi bien en haut qu'en bas de l'échelle des ressources, l'ordre des priorités est ensuite totalement différent (Tableau 5) : chez les ménages peu aisés, les préoccupations **sociales** dominent ; de fait, les maladies graves y sont citées avant le chômage, la drogue ou la pauvreté en France. Chez les foyers aux revenus élevés, par contre, les sujets tels que la pauvreté dans le monde, la dégradation de l'environnement et les tensions internationales se situent au coude à coude avec les maladies graves.

Tableau 5
Les cinq principales préoccupations en haut et en bas de l'échelle sociale

- Début 2002 -

Titulaires de bas revenus (moins de 6 000 F/mois)	Titulaires de hauts revenus (plus de 20 000 F/mois)
. Violence, insécurité 50%	. Violence, insécurité 48%
. Maladies graves 35%	. Pauvreté dans le monde 28%
. Chômage 24%	. Dégradation de l'environnement 24%
. Drogue 24%	. Maladies graves 22%
. Pauvreté en France 22%	. Tensions internationales 19%

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2002.

Ainsi, et c'est un des phénomènes marquants de ces dernières années, les ménages du haut de l'échelle – comme ceux des classes moyennes supérieures – se montrent de plus en plus soucieux de dangers **internationaux, planétaires** dont la résolution paraît davantage **dépendre de solutions collectives que strictement individuelles**.

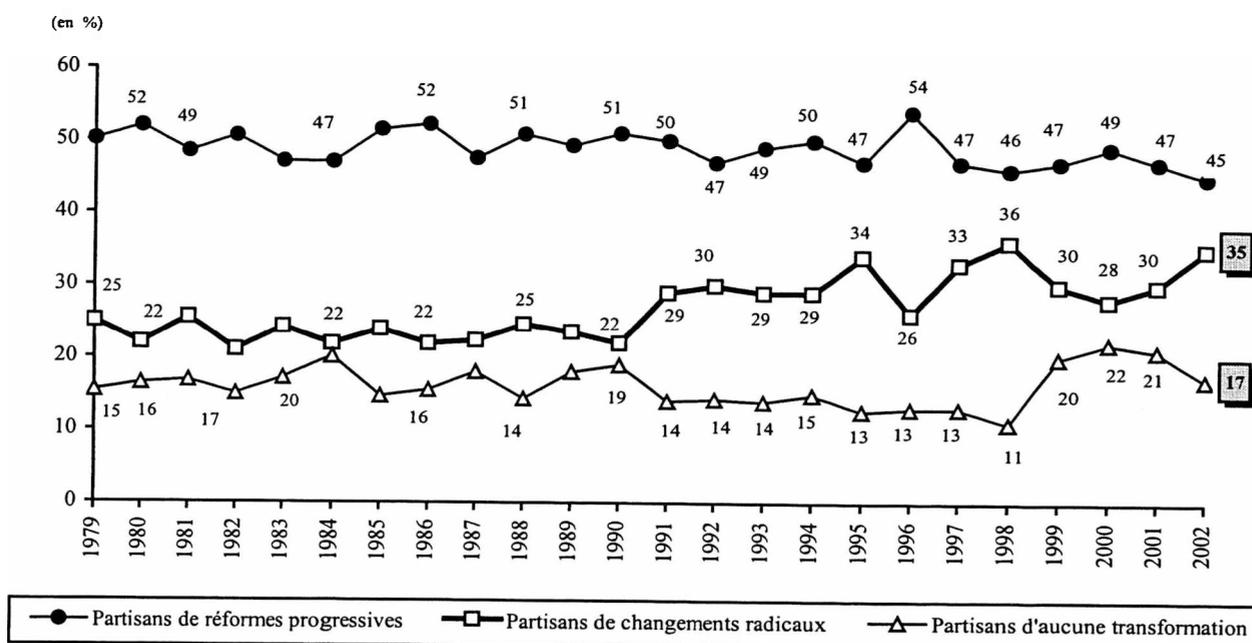
Mais c'est dire combien, même chez eux, les attentes sécuritaires sont prégnantes puisque celles-ci constituent finalement une exception notable à leur soucis mondialistes ; cette exception est d'autant plus marquante que ces attentes se situent, chez les gens aisés, 20 points au-dessus de leurs autres préoccupations. Faut-il rappeler que les ménages les plus favorisés ne se caractérisaient pas, il y a quelques années, par une hantise particulière à l'égard des problèmes d'insécurité quotidienne ? Les choses ont donc bien changé : **l'insécurité est ressentie partout et ceci semble affecter sérieusement le climat sociétal de ce début 2002**.

2. Les jugements sur les institutions et sur la nécessité de transformer la société se durcissent

Comment ne pas mettre en relation la diffusion des inquiétudes, la montée des préoccupations liées à la violence et l'insécurité, et l'accroissement des demandes de « transformation radicale » de la société ? Certes, l'enquête s'est déroulée à un moment où les mouvements revendicatifs étaient nombreux (policiers, gendarmes, médecins, infirmières ...). Mais l'analyse des évolutions montre que le début de remontée des revendications catégorielles mis en évidence l'an dernier, mouvement alors seulement en émergence, a fait place cette année à une inflexion plus affirmée : **le nombre de partisans de réformes radicales de la société atteint les 35% (+ 5 points en un an), c'est-à-dire quasiment les taux records constatés entre 1997 et 1998** (Graphique 3).

Après trois années de relatif « conservatisme » dans certaines franges de la société (20 à 22% de demandes de « ne rien changer »), le mouvement de mécontentement, d'insatisfaction sociétale, semble donc se consolider.

Graphique 3
La demande de réformes radicales de la société remonte sensiblement



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année).

Mais le plus frappant de l'évolution intervenue cette année réside dans le fait que les plus fortes progressions des demandes de réformes radicales ne se retrouvent pas tant dans les catégories que l'on dira « habituellement revendicatives » (ouvriers, revenus moyens-bas, ...), mais **dans certains groupes jusque-là peu contestataires** : les plus de 65 ans (+ 14 points) et les retraités, les travailleurs indépendants (+ 12 points), les femmes au foyer (+ 11 points), les habitants de communes rurales (+ 9 points, cf. Tableau 6).

Cela ne signifie pas que les employés, les ouvriers, les revenus moyens-bas ne figurent pas encore en bonne place des groupes les plus revendicatifs – le pourcentage de radicaux a, à vrai dire, augmenté dans toutes les catégories, sauf les ouvriers –. Mais cela montre que le mécontentement mis en évidence correspond probablement plus à **une insatisfaction sociétale de groupes « nouveaux », exaspérés ou tenaillés par « tout ce qui ne va pas », « tout ce qui fonctionne mal », plutôt que par quelques velléités revendicatives ponctuelles**. Encore que les personnes âgées (et les retraités) peuvent afficher ici leur insatisfaction à l'égard du montant de leurs pensions ! **Il reste qu'il n'était pas dans les habitudes de trouver les plus de 65 ans parmi les plus gros demandeurs de réformes radicales (39%, contre 35% en moyenne dans l'ensemble de la population).**

Tableau 6
Les groupes les plus demandeurs de « réformes radicales » de la société
- Situation au début 2002 et évolution 2001/2002 –

	(en %)	
(Groupes classés par ordre décroissant de la 1 ^{ère} colonne)	Situation en 2002	Evolution 2001/2002
. Habite dans la région Nord	46	+11
. Travailleur indépendant.....	43	+12
. Ne dispose d'aucun diplôme	40	+ 7
. Femme au foyer	40	+11
. Revenus du foyer inférieurs à 10 000 F/mois	40	+ 6
. A 65 ans et plus	39	+14
. Diplômé du Bepc ou d'un diplôme technique sans le Bac	39	+ 3
. Habite la région Est	38	+ 7
. Réside dans une commune de moins de 2 000 habitants	38	+ 9
. Employé	38	+ 5
. Ouvrier.....	37	- 1
Ensemble de la population	35	+ 5

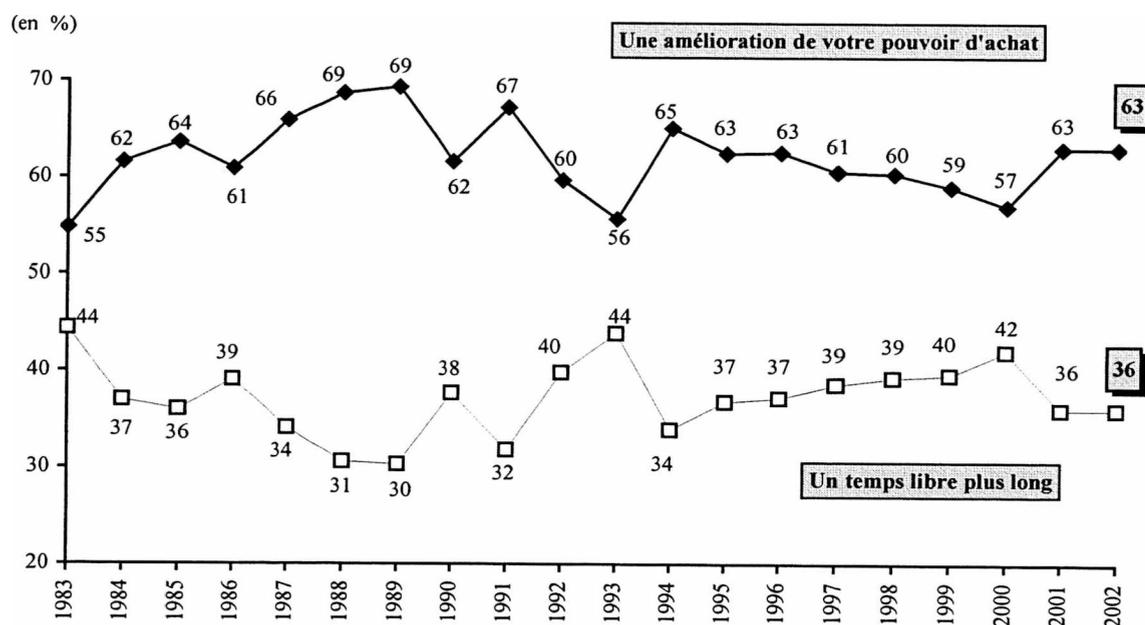
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : Au début 2002, 39% des personnes de 65 ans et plus souhaitent que la société française se transforme profondément par des réformes radicales, soit 14 points de plus en un an.

D'ailleurs, il est un signe qui confirme que la montée du radicalisme de cette année n'est pas uniquement relative à l'apparition de velléités nouvelles de groupes d'actifs simplement insatisfaits de leurs revenus. C'était bien le cas l'an dernier, mais ça ne l'est plus vraiment : chez les actifs, **les préférences envers une augmentation du pouvoir d'achat, après les 6 points gagnés au début 2001, semblent s'être stabilisées** (Graphique 4) : certes, 63% des actifs préféreraient encore un accroissement de leur pouvoir d'achat (contre 36% qui opteraient pour une augmentation de leur temps libre). Mais ce taux ne s'est pas accru alors même que, sous l'effet de la mise en place des 35 heures³, le recul de la demande de temps libre aurait pu être bien plus marqué.

Graphique 4
Quelle est votre préférence entre ... ?

- Question posée aux seuls actifs -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

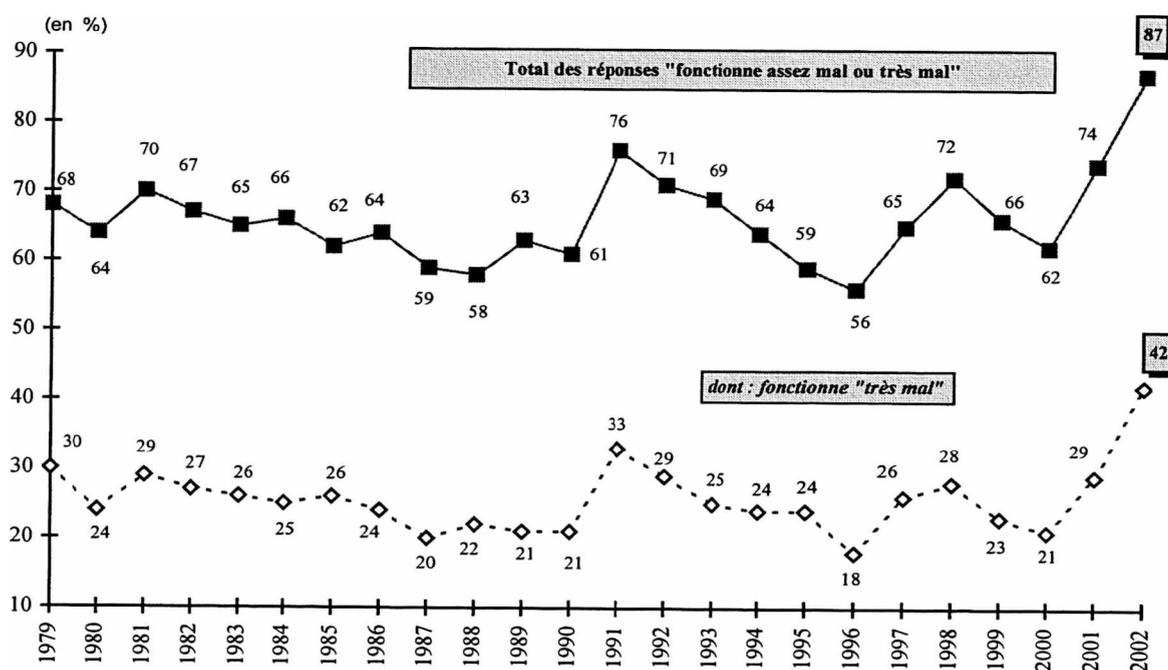
En fait, on peut sans grands risques faire l'hypothèse que **l'accroissement des demandes de changements radicaux de la société tient, cette année, en bonne partie, dans la montée d'un fort mécontentement vis-à-vis de quelques institutions parmi les plus représentatives de la société (la Police, la Justice, l'École ...).**

³ Les 35 heures commencent effectivement à exercer leur effet : au début 2000, 37% des actifs déclaraient dans l'enquête travailler moins de 39 heures hebdomadaires ; c'était le cas de 50% des actifs l'an dernier et de 56% cette année.

Rappelons que le terrain de l'enquête a eu lieu précisément après, ou pendant, des manifestations, à vrai dire exceptionnelles, de policiers et de gendarmes. Par ailleurs, 60% des interviewés estiment, cette année, que l'Ecole « n'est plus capable d'assurer sa mission de formation et d'encadrement des enfants ». Et cette opinion est majoritaire dans l'ensemble des catégories sociales, y compris chez les diplômés.

Enfin, du côté de la Justice, institution emblématique, s'il en est, des démocraties occidentales, les critiques atteignent cette année un niveau jamais connu : **87% de la population considèrent que la justice, en France, fonctionne mal** (+ 13 points en un an). Ce sont surtout les jugements les plus « radicaux », justement, qui atteignent des sommets : 42% des Français estiment que la justice fonctionne « très mal » (+ 13 points en un an, + 9 points au-dessus du record précédent de 1991, Graphique 5).

Graphique 5
Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal en France :
un niveau record cette année



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Cette montée spectaculaire des jugements négatifs sur la justice a affecté **quasi uniformément tout le corps social** ; ainsi peut-on noter que, dans toutes les catégories socio-démographiques, au moins 81% des individus critiquent maintenant le fonctionnement de l'institution. Seuls les étudiants font preuve d'une originalité toute relative : le taux de critiques n'est chez eux « que » de 73%. Mais celles-ci atteignent les 88% chez les cadres, les 84% au bas de la hiérarchie des revenus – et 89% au plus haut –, les 86-87% chez les non-diplômés et les diplômés, les 90% dans les communes rurales et les 82% chez les Franciliens.

En tout état de cause, les liens avec la question sur les réformes radicales de la société sont très marqués :

- * D'une part, parmi les demandeurs de réformes radicales, 59% estiment cette année que la justice fonctionne « très mal » (alors que cette idée n'est partagée que par 42% de la population en moyenne). **Le radicalisme déclaré s'appuie donc sur un sentiment profond qu'il existe des dysfonctionnements dans la justice⁴.**
- * D'autre part, les critiques les plus aiguës de l'institution judiciaire se sont beaucoup accrues précisément dans les quelques catégories définies comme empreintes d'une « nouvelle » radicalité : cela concerne les plus de 65 ans – et même les plus de 50 ans –, les travailleurs indépendants, les femmes au foyer (Tableau 7) ; mais aussi, par exemple, les ruraux (+ 14 points).

N'oublions cependant pas que les critiques de la justice se sont cette année amplifiées **partout**, quels que soient l'âge, le sexe ou le revenu.

⁴ Nombreuses ont été, ces derniers mois, les « affaires » qui, à la une des journaux, ont mis en évidence certains de ces dysfonctionnements.

Tableau 7
Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne « très mal » en France

- Catégories où l'évolution 2001/2002 a été la plus forte -

	Début 2001	Début 2002	Evolution 2001/2002 <i>(en %)</i>
<i>(Catégories classées par ordre décroissant de la 3^{ème} colonne)</i>			
. Réside dans la région Méditerranée	30	56	+26
. Revenus du foyer inférieurs à 6 000 F/mois	26	47	+21
. A de 50 à 64 ans	29	49	+20
. Réside dans une agglo. de 20 000 à 100 000 habitants	27	45	+18
. Travailleur indépendant	36	53	+17
. Femme au foyer	26	43	+17
. Réside dans une agglo. provinciale de 100 000 habitants et plus .	25	42	+17
. Ne dispose d'aucun diplôme	33	49	+16
. A 65 ans et plus.....	28	44	+16
Ensemble de la population	29	42	+13

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : 56% des habitants de la région Méditerranée estiment que la justice fonctionne « très mal » en France, contre 30% l'an dernier, soit 26 points de plus en un an.

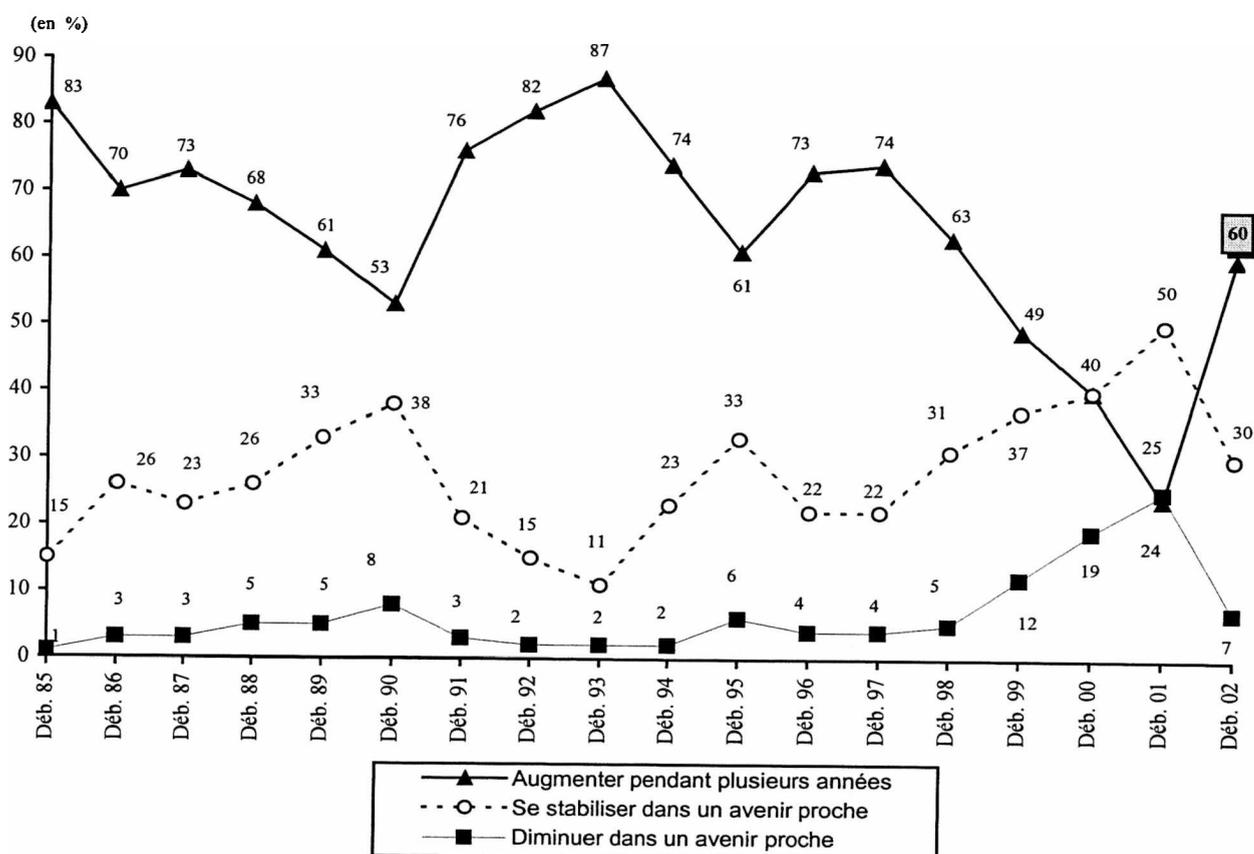
En un mot, le radicalisme de cette année n'est pas seulement revendicatif. **Il repose aussi sur une forte critique institutionnelle.** Celle-ci n'est sûrement pas sans rapport avec la montée du sentiment d'insécurité et le malaise profond qui lui est associé.

3. Presque les deux tiers des Français se remettent à croire à une augmentation durable du chômage

Marque d'une profonde déception ? Alarmisme exagéré ? Ou réalisme aigu d'une opinion maintenant échaudée ? Toujours est-il qu'il est très rare d'observer, sur ce type de sujets, un revirement d'une telle ampleur et d'une telle soudaineté : alors qu'il y a encore douze mois, seulement 24% de la population croyaient que le nombre de chômeurs pourrait encore augmenter, **le pourcentage de pessimistes a fait, cette année, un véritable bond, remontant à 60%** – 36 points gagnés en une seule année (Graphique 6) –.

Nous voilà revenus, d'un coup, à la situation assez sombre du début 1998. A vrai dire, cette évolution est sans commune mesure avec la légère remontée – légère, mais effective – du nombre de chômeurs. Elle traduit, en tout état de cause, **la hauteur de la désillusion de l'opinion.**

Graphique 6
A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Trois explications peuvent être avancées pour expliquer **l'ampleur de ce revirement** :

- * D'abord, le mouvement s'était déjà enclenché **dès le premier semestre 2001**. Lors de notre enquête de juin dernier, le taux de pessimistes était en effet déjà passé à 37%. L'annonce de nombreux plans de licenciements collectifs, licenciements qui ont semble-t-il fortement marqué l'opinion (Danone, Lu, Moulinex, Marks et Spencer, AOM ...), puis les attentats de septembre 2001, n'ont guère arrangé les choses.
- * Ensuite, de juillet à décembre 2001, l'annonce répétitive, **mois après mois**, de la remontée du nombre de chômeurs a eu un fort écho, même si ces 130 000 nouveaux chômeurs étaient loin d'effacer la réduction antérieure de près d'un million de sans-emploi.
- * Enfin, on avait déjà noté, en 1998-1999, une amélioration très significative des opinions sur cette question, **avant même** que l'on puisse constater une diminution massive du chômage. Le phénomène, **inversé**, est le même cette année : la remontée, même légère, du nombre de chômeurs a eu pour effet d'amplifier une crainte latente, encore profondément enracinée dans l'opinion. Cette crainte repose sur l'idée, très fataliste, que les pouvoirs publics, face à une conjoncture internationale défavorable, après avoir presque tout fait pour tenter d'endiguer le chômage, semblent finalement **impuissants** à contenir le fléau et à empêcher sa remontée. En un mot, **avec les plans de licenciements annoncés, avec les restructurations et la mondialisation de l'économie, le spectre du chômage de masse ressurgit.**

Cette crainte collective est d'autant plus vivace que la **peur** d'être frappé par le mal reste d'un niveau élevé : 61% des enquêtés (60% l'an dernier) se déclarent inquiets, pour eux ou leurs proches, du risque de chômage. Il est vrai que les inquiétudes générales ne se sont guère apaisées cette année.

En tout état de cause, la montée des jugements négatifs sur l'évolution du chômage a été d'une ampleur telle qu'aucune catégorie n'a été épargnée. **Le sentiment que le nombre de chômeurs va continuer d'augmenter est maintenant partagé par au moins 50% de tous les groupes socio-démographiques.** Une seule exception : cela ne concerne que 41% des étudiants. Mais le pessimisme prévaut aussi bien chez les bas revenus (67% de pronostics négatifs, contre 60% en moyenne) que chez les gens aisés (51%) ; et

chez les non-diplômés (63%) aussi bien que chez les diplômés du bac ou du supérieur (54%, cf. Tableau 8).

Cette année, les pronostics négatifs sur le chômage se sont même accrus de 43 points chez les employés, les 50-64 ans et les femmes actives (contre 36 en moyenne), et de 40 points chez les salariés du secteur public !

Tableau 8
Un accroissement général du pourcentage d'individus estimant que le nombre de chômeurs va continuer d'augmenter

- Evolution 2001/2002 dans quelques groupes significatifs -

	Début 2001	Début 2002	Evolution 2001/2002 (en %)
. Revenus du foyer inférieurs à 6 000 F/mois.....	28	67	+39
. Revenus du foyer supérieurs à 20 000 F/mois.....	14	51	+37
. Ne dispose d'aucun diplôme	31	63	+32
. Dispose du bac ou d'un diplôme du supérieur	15	54	+39
. Ouvrier	28	62	+34
. Cadre (moyen ou supérieur).....	16	54	+38
. Réside dans une commune de moins de 2 000 habitants	25	64	+39
. Réside à Paris ou dans l'agglomération parisienne	23	52	+29
. Moins de 25 ans	23	53	+30
. 65 ans et plus	25	58	+33
Ensemble de la population	24	60	+36

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2002, 62% des ouvriers estiment que le nombre de chômeurs va augmenter pendant plusieurs années, contre 28% l'an dernier, soit 34 points de plus en un an.

Ces évolutions spectaculaires se doivent cependant d'être mises en regard de **deux éléments de modération** :

- D'abord, n'oublions pas que les préoccupations concernant le chômage ont dans la même période continué à reculer (cf. ci-dessus, Tableau 3). Il est vrai que ces préoccupations sont mesurées dans l'enquête en termes relatifs et que les phénomènes d'insécurité, en devenant prioritaires, ont repoussé à l'arrière-plan les autres types de sujets. En tout état de cause, « le chômage » est resté à la troisième place du palmarès des préoccupations, derrière « les maladies graves » et n'est donc pas remonté dans la hiérarchie.

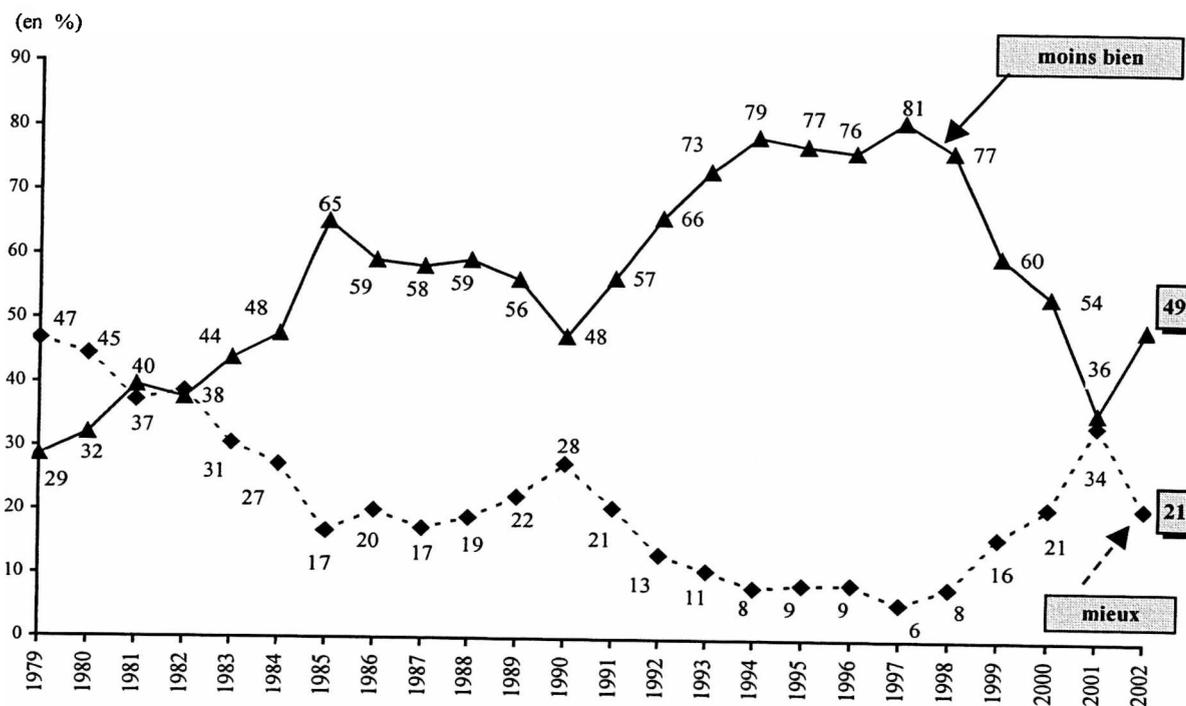
- Ensuite, même si la peur d'être touché par le chômage reste vivace, **le sentiment d'en être personnellement – et effectivement – menacé** est loin d'avoir suivi la même évolution négative que les pronostics sur la montée du fléau : 74% de la population (comme l'an dernier) ne ressentent pas, personnellement ou dans leur foyer, cette menace.

Autrement dit, **le pessimisme mis en évidence reflète plus la conviction que le fléau risque de continuer à frapper un nombre important de nos concitoyens, qu'il n'est la traduction de craintes effectives, concrètes, de chacun pour son propre emploi.** C'est donc la **potentialité** du risque qui l'emporte dans les jugements portés, et probablement la **déception** affichée face à l'espoir qu'on allait, enfin, arriver à endiguer le mal.

En fait, **ce pessimisme sociétal montant**, on le retrouve sur un autre registre, c'est-à-dire dans les jugements concernant l'évolution du niveau de vie de **l'ensemble des Français**, pour ne pas dire l'évolution du niveau de vie « **des autres** ». Car, sur ce point, la situation de l'an dernier était totalement inédite ; pour la première fois depuis longtemps, les Français avaient eu enfin le sentiment que la situation du pays avait cessé de se dégrader : le nombre d'enquêtés jugeant négativement la situation de l'ensemble des Français avait reculé de 18 points, de 54 à 36% (Graphique 7).

Cette année marque la fin de cet espoir, avec une nouvelle dégradation des jugements : **le taux remonte très sensiblement** ; 49% de la population estiment que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade (+ 13 points en un an).

Graphique 7
En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

(1) Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique

Certes, les choses ne sont pas aussi sombres qu'elles l'étaient de 1992 à 1999, voire en 2000. On peut même considérer que la situation est encore « partagée » : 49% de la population estime que le niveau de vie des Français se dégrade, mais 21% qu'il s'améliore et 28% qu'il reste stable (« c'est pareil »).

Mais on ne peut pas masquer que **les appréciations négatives se sont accrues dans tous les groupes sans exception, d'au moins 10 points** (Tableau 9).

Les plus optimistes sont encore les jeunes, les cadres, les diplômés, les revenus aisés et les Franciliens ; mais même dans ces groupes, les jugements défavorables se sont amplifiés avec une intensité quasi-identique à la moyenne.

Tableau 9
Le pessimisme sur la situation des « autres » s'accroît dans tous les groupes sans exception

(Pourcentage d'individus estimant que
le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade)

	Début 2001	Début 2002	Evolution 2001/2002
. Moins de 25 ans	25	36	+11
. Plus de 50 ans	39	54	+15
. Ouvrier	39	51	+12
. Cadre (moyen ou supérieur).....	30	40	+10
. Femme au foyer	41	59	+18
. Revenus du foyer inférieurs à 6 000 F/mois.....	33	49	+16
. Revenus de 20 000 F/mois et plus	26	44	+18
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	39	54	+15
. Dispose du bac ou d'un diplôme du supérieur	28	40	+12
. Habite une commune de moins de 2 000 habitants	38	52	+14
. Réside dans une agglo. de 20 000 à 100 000 habitants	39	51	+12
. Réside à Paris - Région Parisienne	28	45	+17
Ensemble de la population	36	49	+13

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2002, 51% des ouvriers estiment que le niveau de vie des Français se dégrade, contre 39% l'an dernier, soit 12 points de plus en un an.

Autrement dit, c'est à une remontée du **pessimisme collectif** – remontée encore limitée – qu'on est confronté.

On recommence ainsi à douter de la capacité des autres à « s'en sortir » : les désillusions en matière de chômage ne sont sans doute pas étrangères à cet assombrissement du regard porté sur la société. Mais cela signifie que de plus en plus nombreux sont ceux qui commencent à être gagnés par une certaine morosité.

4. Les appréciations sur le niveau de vie individuel restent très favorables

Mais tout n'est pas noir, heureusement. Face au pessimisme **collectif** grandissant – et peut-être seulement conjoncturel –, les jugements sur les situations **individuelles** restent favorables, quasi-satisfaisantes pourrait-on dire. Il est vrai que le moral personnel des ménages avait atteint l'an dernier un niveau véritablement sans précédent, historiquement le plus élevé depuis deux décennies.

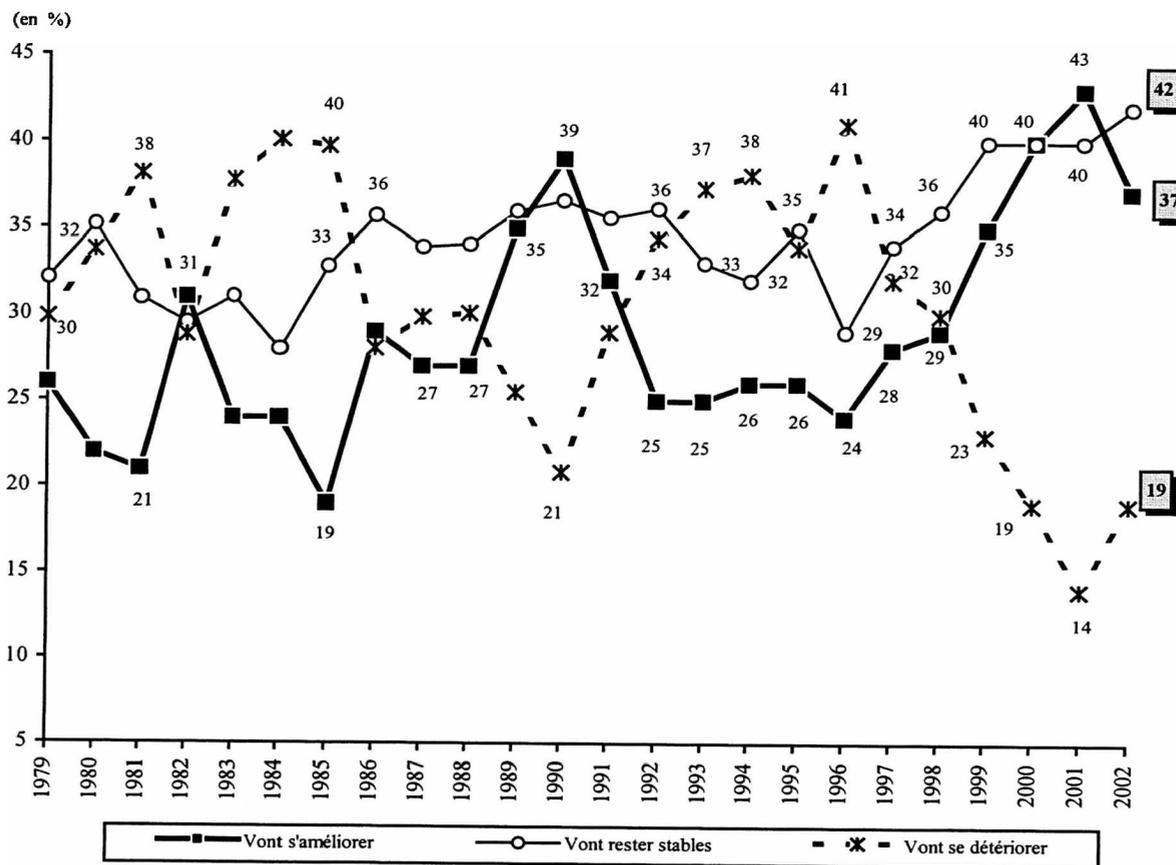
Toujours est-il que l'essor des inquiétudes, les attentats du 11 septembre et les cris d'alarme sur la diffusion de la récession internationale ne semblent pas avoir, jusque-là, fortement ébranlé les appréciations des Français sur leur situation individuelle. Là, se trouvent quelques signes d'espoirs : face à l'insécurité qui a envahi les esprits, face au fléau du chômage, **les jugements sur le niveau de vie individuel restent empreints d'optimisme relatif**. Et le plus saisissant est que cette attitude concerne aussi bien les situations **présentes que celles à venir**.

- **Premier élément**, peut-être le plus important dans la situation actuelle, **les jugements concernant l'avenir proche**. Certes, l'optimisme a un peu reculé, mais 37% des Français pensent encore que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années (- 6 points, quand même, en un an) et 42% qu'elles vont rester « stables » (Graphique 8).

En fait, « seulement » 19% de la population pronostiquent une détérioration prochaine de leur situation personnelle. C'est 5 points de plus en un an ; mais, après tout, ce n'est qu'un retour à la situation du début 2000 ; et nous sommes encore loin des 30% de « pessimistes » de 1998, voire des 41% de 1996.

Pour la troisième année consécutive, le chiffre des pessimistes est donc resté au-dessous de la barre des 20%.

Graphique 8
Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

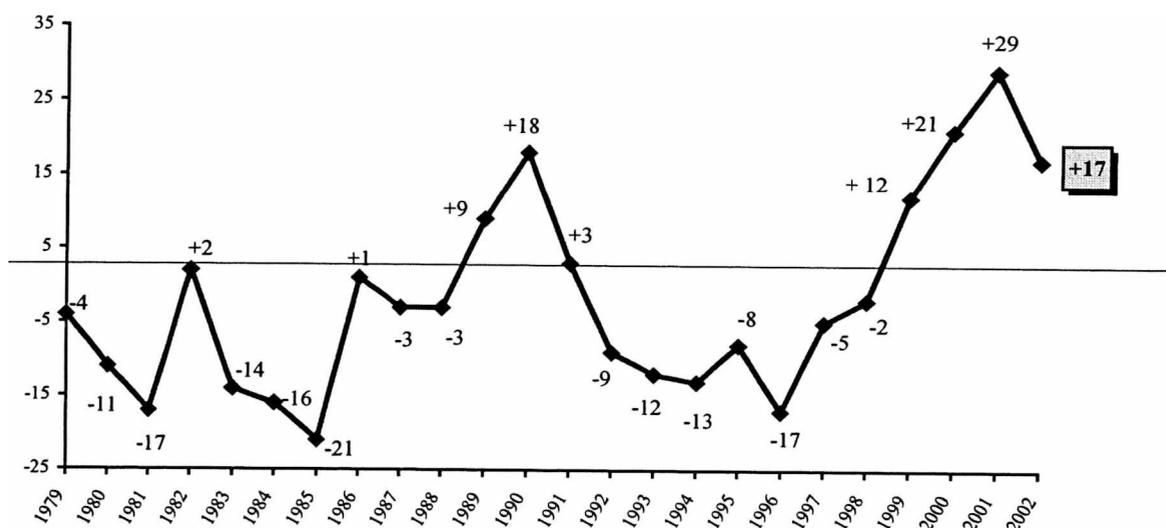
Chaque année, nous calculons, à partir de ces données, **un solde des opinions, positives ou négatives, sur l'avenir personnel⁵**.

Cet indicateur est suivi depuis le début 1979 (Graphique 9) : il montre, cette année, un recul sensible de l'optimisme individuel (- 12 points). Mais si, au début 2001, le niveau atteint était vraiment exceptionnel (+ 29), il reste encore très satisfaisant : **l'indicateur est largement positif (+ 17), et il l'est finalement pour la quatrième année consécutive**. La rupture avec les années 90 est toujours flagrante.

⁵ Il s'agit du solde, au niveau global ou catégoriel, entre les deux opinions [« mes conditions de vie à venir vont s'améliorer »] - [« mes conditions de vie vont se détériorer »].

Graphique 9
L'indicateur d'optimisme ou de pessimisme vis-à-vis des conditions de vie à venir
reste d'un bon niveau

(Solde des anticipations positives et négatives vis-à-vis de l'avenir)⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

⁽¹⁾ Voir note page précédente

On ne peut cependant, en toute objectivité, faire l'impasse sur le fait que **la tendance est maintenant à la baisse de l'indicateur**. D'ailleurs, l'observation des variations catégorielles de cet indice appelle **deux remarques** :

- * **L'optimisme vis-à-vis de l'avenir est encore présent (indicateur positif) dans quasiment tous les groupes sociaux**. Néanmoins, l'année dernière, l'indicateur était négatif au-delà de 60 ans ; maintenant il l'est **au-delà de 50 ans** (- 9 chez les 50-64 ans et - 18 chez les 65 ans et plus). **C'est donc dans les populations les plus âgées – et notamment chez les retraités – que le pessimisme individuel est aujourd'hui le plus marqué**. Celles-ci cumulent une frilosité notable face à l'avenir – liée en partie à une certaine insatisfaction à l'égard du montant de leurs ressources – et une demande « nouvelle », en nette croissance, de transformer profondément, et radicalement, la société (voir ci-dessus).

- * **L'indicateur d'optimisme a, par ailleurs, reculé dans toutes les franges de la société, sans aucune exception** (- 12 points en moyenne, cf. Graphique 9). Mais **le recul a été encore plus net, précisément dans les catégories aisées** (- 22 points chez les titulaires de 20 000 F et plus par mois, - 21 points chez les cadres) ; or ce sont ces groupes qui, avec les jeunes, tirent habituellement le plus l'optimisme à la hausse. A vrai dire, ce constat ne présage rien de bon. D'autre part, le recul d'optimisme a été plus fort dans deux autres groupes touchés par une montée sensible des inquiétudes ou du radicalisme : **les habitants de villes moyennes de province** (recul de 33 points de l'indicateur d'optimisme) et **les 35-49 ans** (- 21 points).

De fait, l'optimisme sur les conditions de vie à venir est maintenant plus élevé chez les jeunes (moins de 34 ans), les catégories moyennes (revenus de 10 000 F à 20 000 F/mois) et les grandes agglomérations (plus de 100 000 habitants, y compris agglomération parisienne).

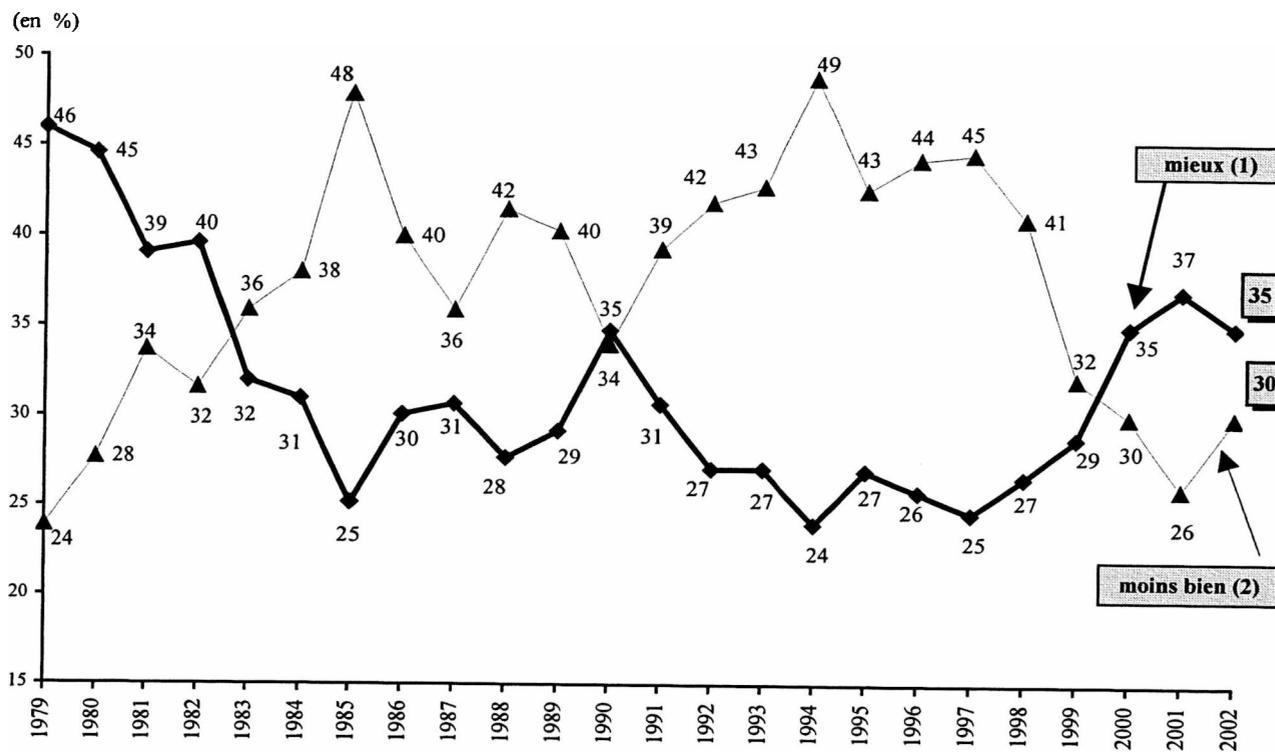
- **Deuxième élément significatif, s'agissant des situations individuelles**, les Français sont encore assez nombreux – observés en évolution – à considérer que leur niveau de vie actuel s'améliore.

On sait, en effet, que le regard porté par les enquêtés sur leur niveau de vie passé (celui des dix dernières années) est un bon révélateur du jugement porté sur le **présent**. Or, 35% de la population considèrent que leur niveau de vie « va mieux ». Le taux était de 37% l'an dernier (Graphique 10). Eu égard aux nuages qui semblent s'amonceler sur la société française, deux points de moins ici sont finalement peu de choses.

D'ailleurs, l'écart entre le nombre d'individus qui estiment que leur niveau de vie s'améliore et le nombre de ceux qui croient qu'il se dégrade, reste positif (+ 5) et il est bon de rappeler qu'il ne l'avait été qu'une seule fois entre 1983 et 1999.

Bien entendu, l'écart était bien plus affirmé l'an dernier – année faste –, mais les jugements se sont finalement mieux maintenus qu'on aurait pu le penser (écart de + 11 l'an dernier, contre + 5 aujourd'hui).

Graphique 10
En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...*



Solde (1) - (2) :

+22	+17	+5	+8	-4	-7	-23	-10	-5	-14	-11	+1	-8	-15	-16	-25	-16	-18	-20	-14	-3	+5	+11	+5
-----	-----	----	----	----	----	-----	-----	----	-----	-----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	-----	----

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »
 * Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique

Il reste que le sentiment de **dégradation** de son niveau de vie a gagné 4 points cette année en moyenne (il est passé de 26% à 30%, Graphique 10). **Et ce sentiment a progressé bien plus vite au bas de l'échelle** : ce taux a gagné 11 points (à 45%) chez les bas revenus et 8 points chez les ouvriers, contre 4 points, par exemple, chez les hauts revenus (Tableau 10). Ce sentiment de détérioration du niveau de vie personnel, en progression au bas de l'échelle sociale, risque d'avoir des conséquences défavorables à l'avenir : il pourrait contribuer à accroître l'idée, déjà en hausse, que le niveau de vie de **l'ensemble des Français** se dégrade. Cette dernière opinion est en effet un jugement assez sensible au sentiment que chacun a de la situation des catégories peu aisées.

Tableau 10
Le pourcentage d'individus estimant que leur niveau de vie personnel se dégrade

- Catégories où le taux est aujourd'hui le plus élevé -

	Début 2001	Début 2002	Evolution 2001/2002 (en %)
. Travailleur indépendant	26	41	+15
. Dispose, dans son foyer, de moins de 6 000 F/mois	34	45	+11
. Femme au foyer	29	40	+11
. Chômeur	35	42	+7
. 50-64 ans	33	40	+7
Pour comparaison :			
. Cadre (moyen ou supérieur)	21	21	=
. Dispose, dans son foyer, de plus de 20 000 F/mois	14	18	+4
Ensemble de la population	26	30	+4

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Quoi qu'il en soit, **l'indicateur résumé des opinions des ménages** permet de tenir compte à la fois des **deux** informations précédentes sur les **situations individuelles**, celles qui concernent **l'avenir** autant que celles qui ont trait au **présent**. L'observation de cet indice résume assez bien les constats précédents (Graphique 11)⁶ :

- Comparé à l'an dernier (début 2001), l'indicateur est effectivement en baisse (+ 11,4 cette année, contre + 20 il y a douze mois). Mais faut-il rappeler que la situation était alors la meilleure de toutes celles révélées par l'enquête depuis sa création ?
- En fait, **la baisse de l'indicateur s'est produite au premier semestre 2001**. Depuis juin dernier, l'indice est finalement resté quasiment au même niveau. Les attentats terroristes, l'intervention en Afghanistan ne semblent pas, étrangement, avoir atteint le moral individuel des Français, celui qui concerne encore une fois leur **propre** situation financière.
- La baisse constatée ici n'est pas, en définitive, d'une intensité telle qu'elle change totalement les perceptions individuelles de ces trois dernières années : on est globalement revenu à la situation du début 2000.

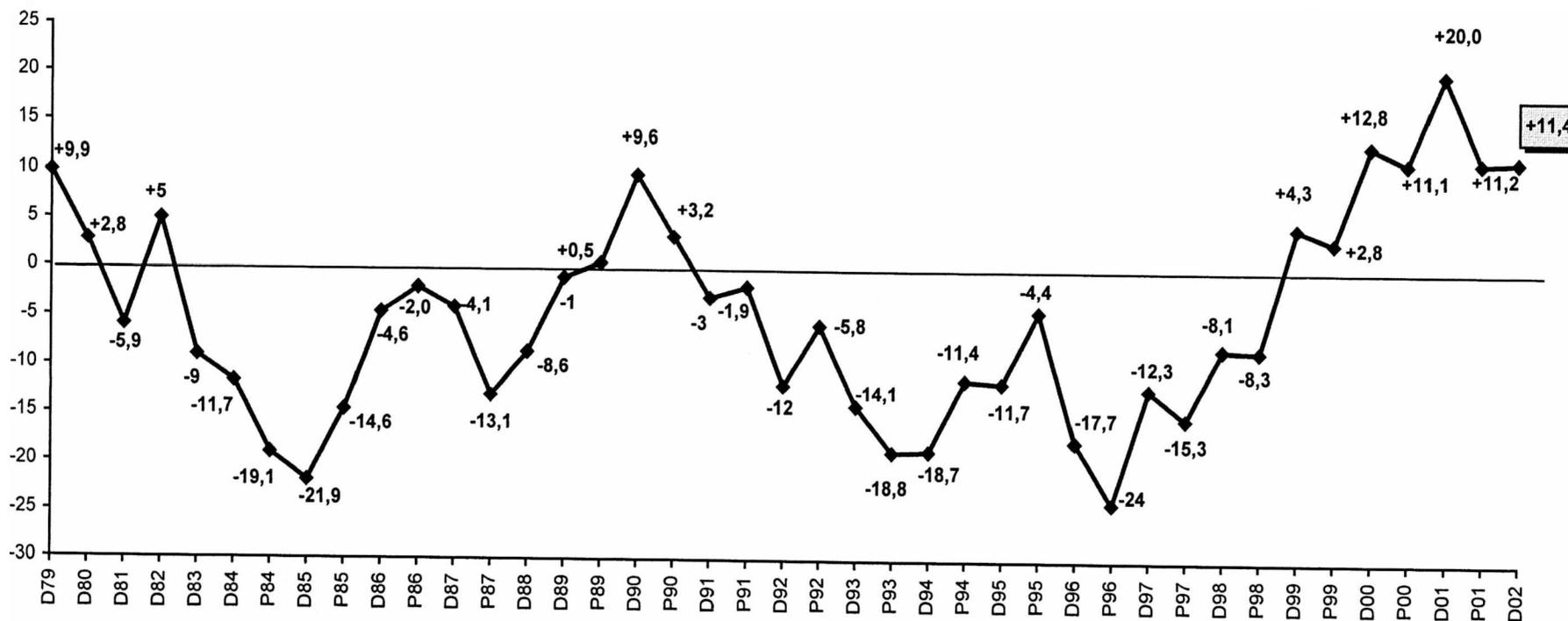
⁶ Le graphique 11 fournit toute la série brute des données recueillies depuis début 1979, y compris enquêtes de printemps inaugurées en 1984.

Notons à ce propos que, si la rupture dans le « mal-être » du corps social s'était produite au début 1999, depuis, **et pour le septième semestre consécutif, l'indicateur est toujours resté positif.**

- **Enfin, il faut garder à l'esprit que l'indicateur résumé n'est pas positif partout.** S'il atteint encore un score élevé chez les jeunes et dans les catégories aisées, il est négatif à partir de 50 ans (- 11 chez les 50-65 ans, - 17 au-delà), chez les non-diplômés (- 1), chez les bas revenus (- 3) et chez les femmes au foyer (- 3). Et il n'est pas loin de l'être chez les habitants de villes moyennes de province (+ 0,5) ou les travailleurs indépendants (+ 4). Même si cet indicateur est encore d'un niveau qui, **en moyenne**, traduit un moral économique individuel relativement satisfaisant.

Graphique 11

Les opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir : l'indicateur résumé reste d'un niveau satisfaisant¹



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

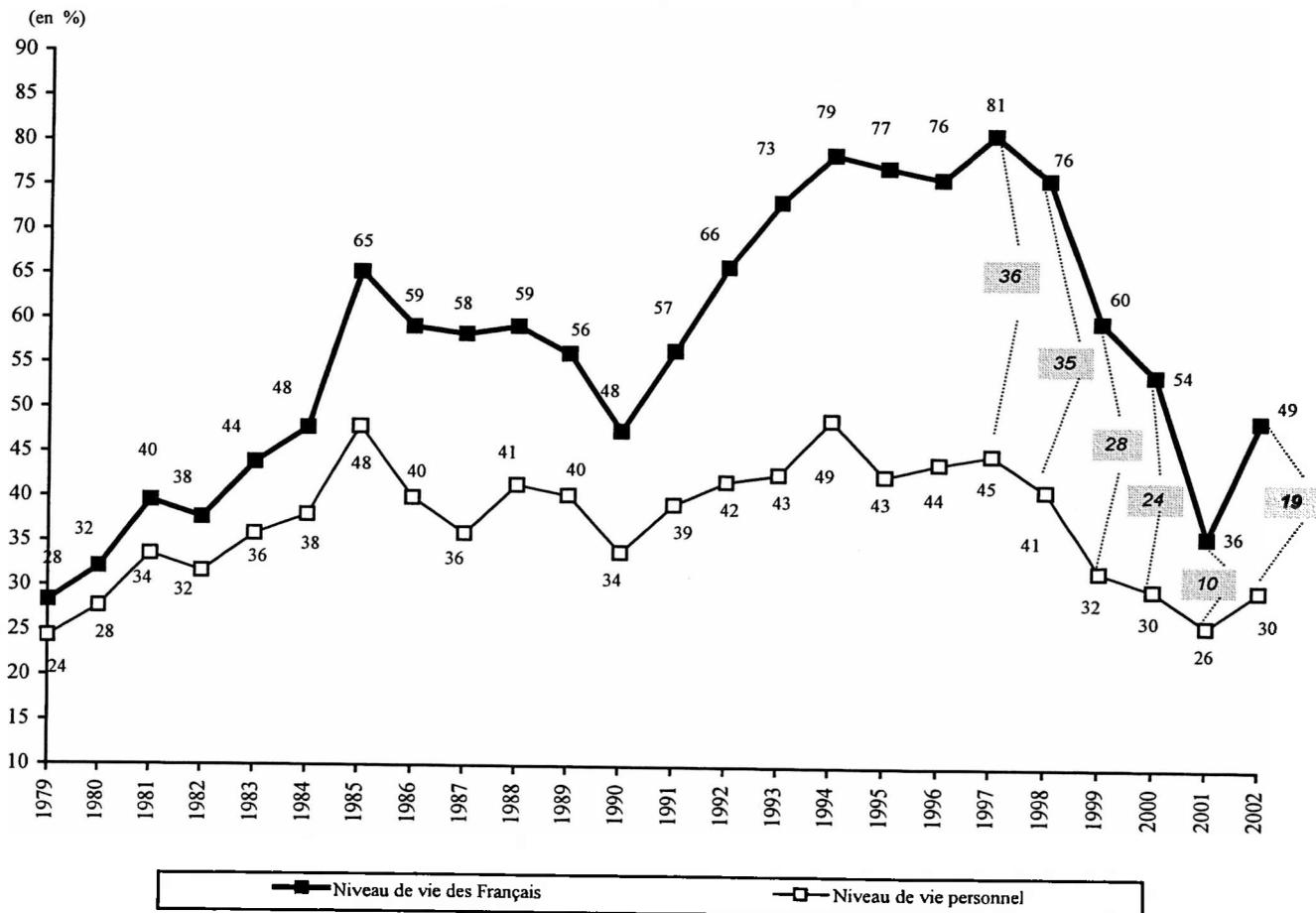
¹ L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée. P = enquête de Printemps (Juin), D = enquête de début d'année.

En définitive, c'est le **contraste entre jugements individuels et perceptions collectives** qui caractérise la situation actuelle : les Français s'inquiètent beaucoup plus pour les perspectives sociétales que pour l'évolution de leur propre niveau de vie.

D'ailleurs, le décalage existant entre les jugements sur les situations personnelles et les opinions sur la situation de l'ensemble des Français est reparti à la hausse. Cet écart, qui était de 35-36 points en 1997-1998, n'avait depuis cessé de se réduire, jusqu'à atteindre l'an dernier un niveau particulièrement faible (10 points) : **il remonte à 19 points au début 2002**, subissant quasiment une multiplication par deux en un an (Graphique 12).

Graphique 12
Le décalage « perceptions individuelles - perceptions collectives » reparti à la hausse

- Opinions sur l'évolution du niveau de vie, collectif ou personnel :
pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien depuis dix ans -



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français" (janvier de chaque année)

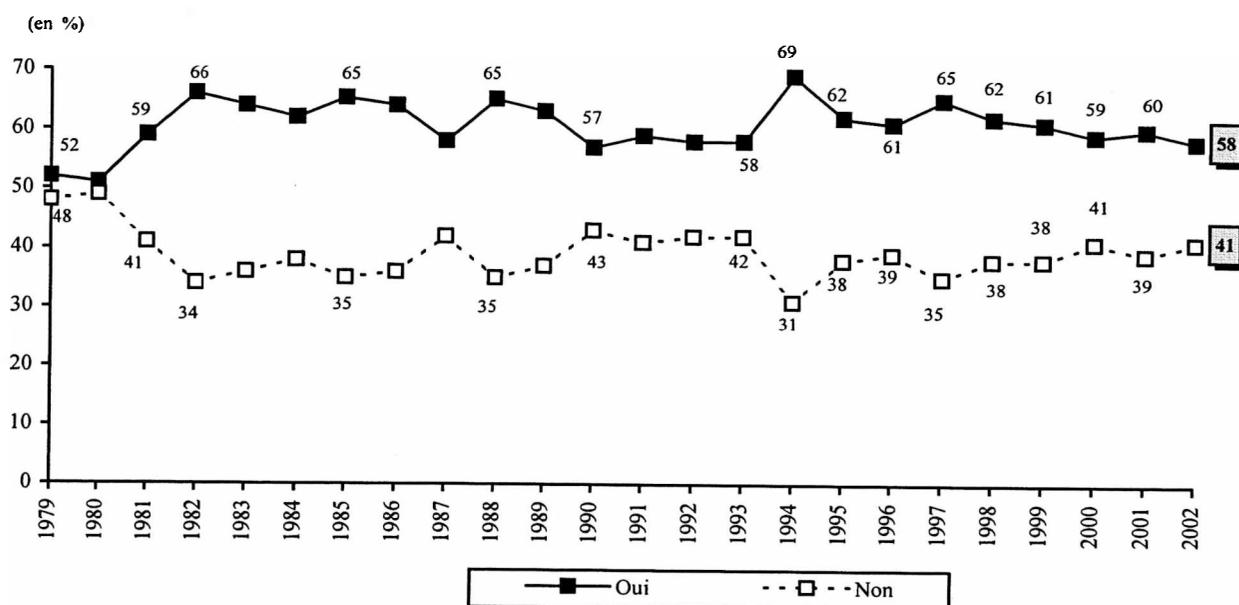
Or, c'est précisément cet écart entre perceptions individuelles et perceptions collectives que nous avons pu mettre en avant dès 1998 pour expliquer les évolutions de la consommation :

- Quand le décalage est **fort** (autour des 30 points), il a pour effet d'inciter à la prudence et à **ralentir** la consommation de ceux qui ont l'impression de mieux s'en sortir que les autres (*« ma situation est peut-être meilleure que celle des autres, mais la leur est tellement mauvaise que ma bonne fortune personnelle ne saurait durer. Epargnons donc »*).
- Quand il est **faible**, il contribue, au contraire, à « **redynamiser** » ceux qui pensent tirer leur épingle du jeu (*« ma situation est meilleure que celle des autres –qui est en train de s'améliorer–, profitons-en pour faire les investissements dont j'ai besoin »*).

Certes, l'écart en question est encore loin d'atteindre les 30 points et il est finalement inférieur à celui du début 2000, année plutôt faste en matière de consommation ; mais son accroissement mérite une attention particulière au moins pour deux raisons : d'une part, c'est la première fois depuis cinq ans que cet écart se creuse à nouveau ; d'autre part, son rythme d'évolution à la hausse est particulièrement rapide.

D'ailleurs, la légère dégradation des jugements des ménages sur leur niveau de vie s'est accompagnée d'**un petit tassement des restrictions ressenties**, signe qu'il y a plutôt là **les prémisses d'une réduction de l'appétence à la consommation** : 58% des enquêtés déclarent maintenant se restreindre régulièrement sur certains postes de leur budget (contre 60% l'an dernier, Graphique 13) ; et ce tassement a affecté, sinon tous les groupes démographiques, du moins la plupart d'entre eux.

Graphique 13
Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?



CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

En tout état de cause, même si le recul des restrictions a été faible ces douze derniers mois, on admettra que déclarer s'imposer moins de privations alors même qu'on a le sentiment que ses revenus commencent à se dégrader, est bien le révélateur d'un début de ralentissement de la demande.

On en a d'ailleurs une confirmation indirecte dans l'enquête : le nombre d'enquêtés qui estiment que la période est **défavorable** pour faire des achats importants est maintenant supérieur de 4 points au nombre de ceux qui jugent la période favorable. C'était le contraire l'an dernier (+ 16 points au début 2001, contre - 4 cette année). Et ce recul a affecté **tous** les groupes socio-démographiques.

5. Les interrogations sur les effets déresponsabilisants des aides sociales ne disparaissent pas, bien au contraire.

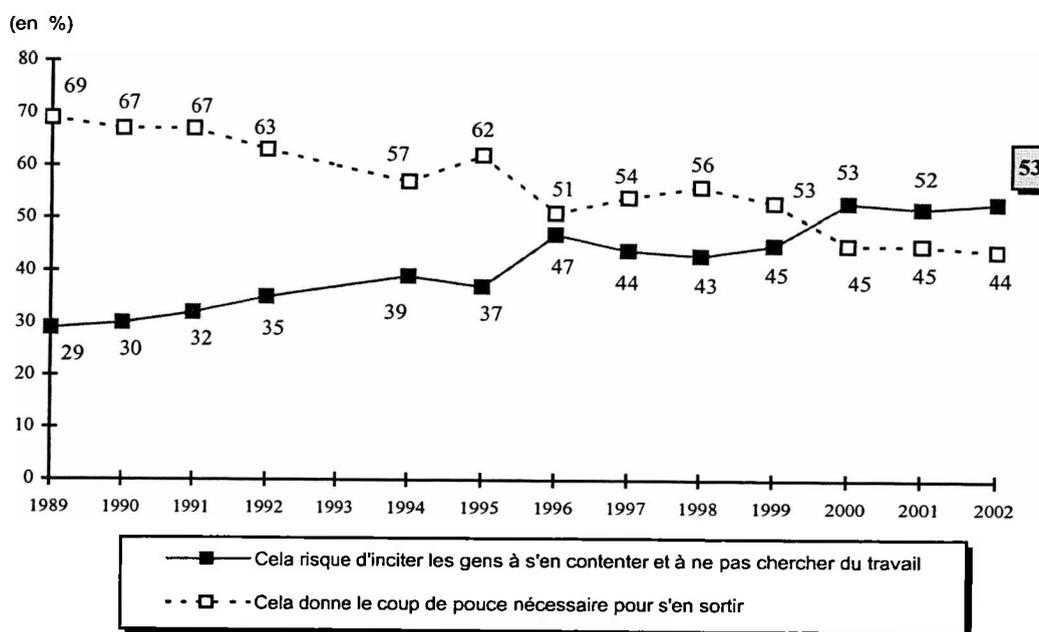
Ce phénomène serait-il devenu progressivement, presque insensiblement, c'est-à-dire sans qu'on n'y prête vraiment attention, une donnée de fond, **une caractéristique lourde de la société française** ? On peut se le demander car, alors même que les inquiétudes culminent, que les pronostics pessimistes sur l'évolution du chômage se développent, les Français ne semblent pas prêts à revenir sur **leurs attitudes de rigueur à l'égard des modalités de distribution des aides sociales**.

Nous nous en étonnions déjà l'an dernier : apparue dans les années 1996-1997, à un moment où le pays traversait une crise collective profonde, la « suspicion » des Français à l'égard **des effets déresponsabilisants des politiques sociales** n'avait aucunement reculé, même avec le retour d'un climat sociétal très favorable et l'amélioration spectaculaire des jugements sur l'avenir.

De même, la résurgence, cette année, d'un certain pessimisme sociétal ne semble pas non plus avoir donné un coup de fouet à une demande inconditionnelle de « plus de social », au contraire. Les opinions sur ce sujet n'ont donc pas changé.

L'élément majeur, le plus significatif, de ce « durcissement » de la population concerne les opinions sur le Revenu Minimum d'Insertion. Au début 2000, pour la première fois depuis 1989, une majorité de nos concitoyens avait en effet « basculé », estimant que le RMI risquait d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail. Depuis, le taux n'a aucunement reculé : **53% des Français voient toujours, dans le versement du RMI, plus de risques que de bienfaits** (un point de plus que l'an dernier, Graphique 14).

Graphique 14
Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

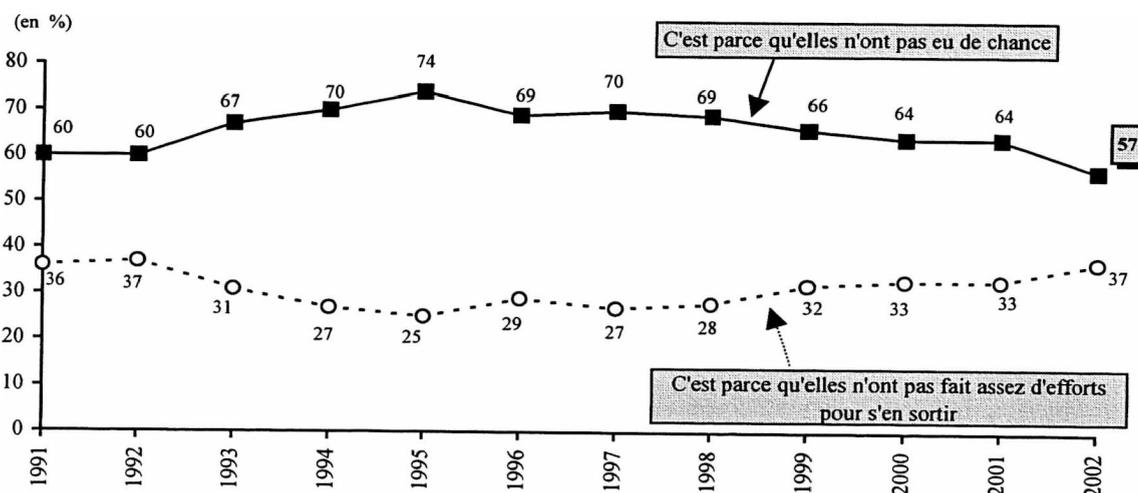
Le plus frappant est que les opinions sur ce sujet se sont *grosso modo* stabilisées au stade atteint l'an dernier, avec peut-être un léger mouvement de resserrement des écarts : les jugements varient finalement peu en fonction des revenus, de la PCS, voire de l'âge. Par exemple, le pourcentage d'individus estimant que le RMI risque d'inciter à ne pas chercher du travail est de 49% en bas de l'échelle des revenus, de 52 à 54% chez les revenus intermédiaires et de 53% en haut de l'échelle. Il est aussi de 48% chez les moins de 25 ans, de 53% chez les employés et les ouvriers et de 47% chez les cadres.

Il reste que c'est chez les plus de 65 ans (62%), les travailleurs indépendants (62%), les non-diplômés (57%) et les habitants de communes rurales (60%), voire de villes moyennes de province (63%) qu'on s'interroge le plus sur les effets désincitatifs du Revenu Minimum. Les taux les plus faibles, quant à eux, se rencontrent chez les Franciliens (40%), les diplômés du supérieur (44%) et les chômeurs (40%).

Mais en vérité, au-delà de ces quelques variations catégorielles, il est difficile de ne pas reprendre ici les considérations mises en évidence les années précédentes. Car **les trois éléments importants** qui permettent d'expliquer le sens à donner à cette inflexion de l'opinion, sont strictement les mêmes que l'an dernier :

- * D'abord, **ce qui est en question n'est pas la solidarité envers les plus pauvres**. Car celle-ci reste **vivace**, même si elle est en recul. Par exemple, une bonne partie de la population affiche une certaine « compréhension » à l'égard des plus démunis : 57 % des enquêtés estiment que les personnes en situation de pauvreté le sont, non parce qu'elles n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir, **mais parce qu'elles n'ont pas eu de chance**. Le taux a cependant reculé de 7 points cette année et il n'a jamais, depuis 1991, été aussi bas (Graphique 15).

Graphique 15
Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ?



CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

De même, une majorité de la population (57 %) considère que les pouvoirs publics « **ne font pas assez** » pour les plus démunis. Le taux avait reculé de 6 points l'an dernier ; il ne s'est pas redressé, signe que les interrogations sur ces sujets sont toujours bien présentes (Tableau 11). Le niveau atteint permet cependant de laisser

penser que ce n'est pas, en premier lieu, **la nécessité** des actions envers les plus pauvres qui est discutée.

Tableau 11
Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent
ou ne font pas assez pour les plus démunis ?

	(en %)						
	Début 1991	Début 1992	Début 1995	Début 1997	Début 2000	Début 2001	Début 2002
. Font trop	3	3	2	2	4	5	5
. Font ce qu'ils doivent	34	34	24	28	31	36	36
. Ne font pas assez	62	62	73	69	63	57	57
. Ne sait pas	1	1	1	1	2	1	2
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

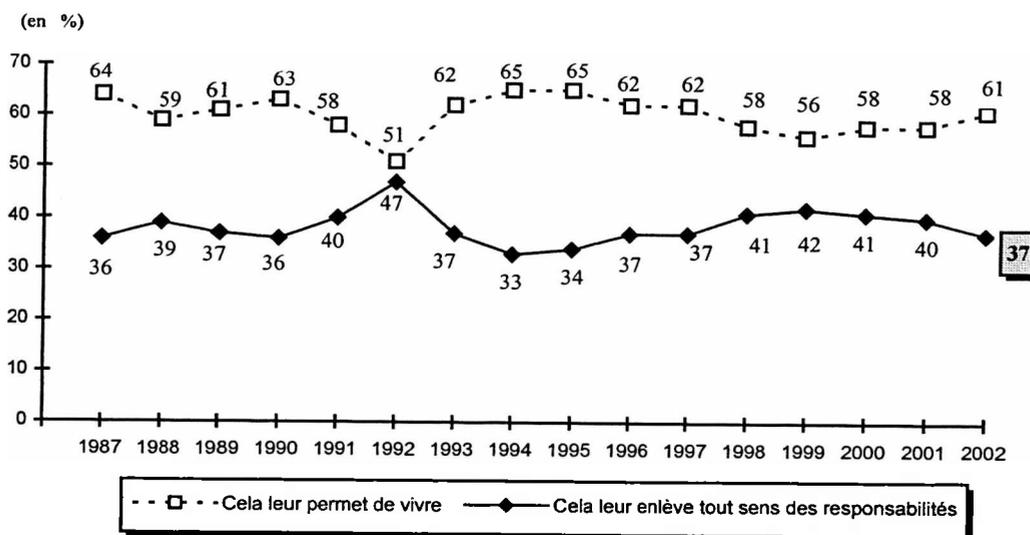
Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

- * En fait, on doit considérer que ce qui est en cause, ce sont surtout **les risques** suscités par les prestations sociales **en matière de désincitation au travail**.

Car la « contestation » semble moins appuyée lorsqu'il s'agit de savoir si la prise en charge collective des familles démunies enlève à ces foyers, dans une formulation assez vague, « tout sens des responsabilités » : 37 % de la population y croient (Graphique 16). Mais le taux est de 16 points inférieur à celui concernant les risques suscités par le RMI d'inciter les bénéficiaires « à ne plus chercher de travail ».

Le vrai risque des aides sociales, ce n'est donc pas tant, selon la population, celui de faire perdre « le sens des responsabilités » aux bénéficiaires des aides sociales, mais plus précisément celui de **les inciter à ne plus faire l'effort de rechercher sérieusement un emploi**.

Graphique 16
Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

C'est cette même interprétation que l'on peut formuler quand on observe, depuis trois à quatre ans maintenant, les évolutions intervenues sur les questions laissant supposer que les aides sociales pourraient avoir pour effet de **gêner la reprise d'une activité professionnelle**.

Ainsi, 73 % de la population (+ 16 points depuis 1998) estiment que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi (Tableau 12). De même, 79 % (+ 8 points en trois ans) considèrent que les minima sociaux concurrencent les emplois les moins rémunérés. Enfin, 42% des enquêtés estiment que **tous les chômeurs ne doivent pas être indemnisés** : le taux s'est accru de 14 points en quatre ans et même de 18 points depuis 1995 !

Si bien qu'aujourd'hui 48% des 25-34 ans, 52% des travailleurs indépendants, 45% des ouvriers et 46% des diplômés du supérieur se disent personnellement pas favorables à l'indemnisation de **tous** les chômeurs.

Tableau 12
Le « durcissement » des attitudes concerne le risque de « désincitation » au travail

	(en %)					
	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	Début 2002	Evolution 1998 - 2002
. Pense que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi .	57	63	68	70	73	+16
. Estime personnellement que tous les chômeurs ne doivent pas être indemnisés ⁷	28	32	36	38	42	+14
. Est d'accord avec l'idée qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire	Non posé	71	77	76	79	+8

Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

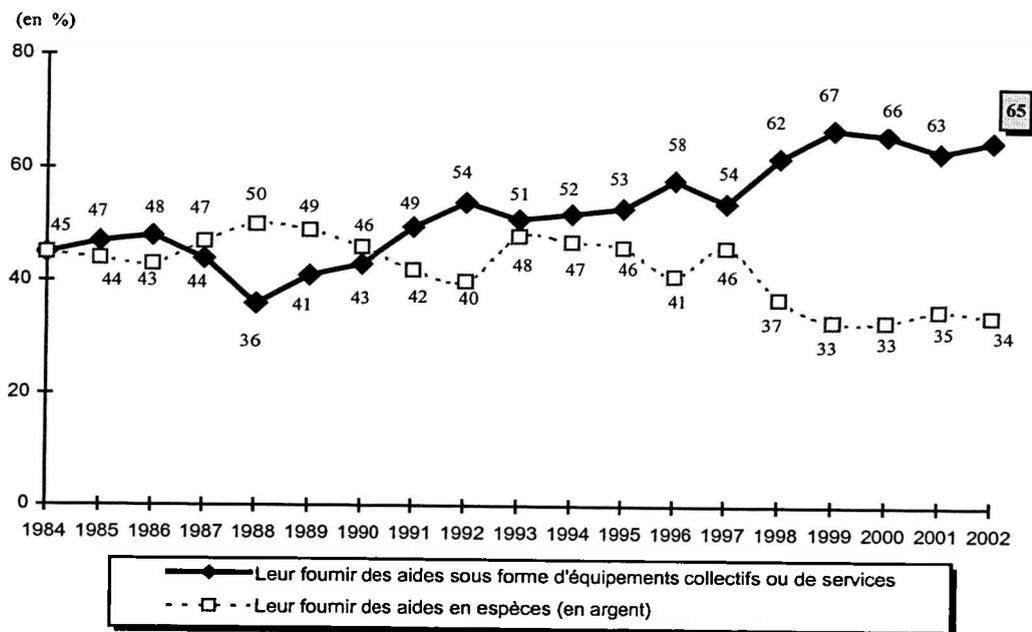
Mais le plus saisissant est que ce durcissement des attitudes à l'égard d'aides sociales considérées comme désincitatives à l'emploi se renforce cette année, alors même que se développe le sentiment que le nombre de chômeurs va augmenter.

- * Enfin, troisième et dernier élément, **ce désir de tenter d'éviter tout effet désincitatif va de pair, ou se cumule directement avec un autre : celui de mieux contrôler l'utilisation des aides versées ;** ou de mieux orienter ces aides, précisément afin qu'elles ne génèrent pas d'effets pervers.

C'est cette volonté que l'on retrouve, avec une certaine constance, dans les attentes formulées depuis plusieurs années à l'égard des prestations familiales. Près des deux tiers des Français (65%) estiment en effet préférable, pour mieux aider les familles, de leur fournir principalement, non des aides en espèces, mais **des aides en nature, sous forme d'équipements ou de services** (Graphique 17). Ce taux avait légèrement reculé l'an dernier, mais il est reparti à la hausse, retrouvant le niveau élevé des années 1999-2000. En tout état de cause, il n'est jamais inférieur, dans aucune catégorie, à 55 % (cas des femmes au foyer) et il « culmine » à 72 % chez les cadres, et à 71 % chez les diplômés ou les titulaires de revenus élevés.

⁷ Le taux était de 24 % au début 1995.

Graphique 17
Entre les deux solutions suivantes, laquelle vous semble préférable
pour mieux aider les familles ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Enfin, comment comprendre cette évolution autrement que par le souci de **mieux orienter** et « **contrôler** » l'utilisation des prestations versées ? Comment la comprendre autrement que par le **désir qu'une attention plus soutenue soit portée sur les modalités de distribution des aides sociales** ?

Ainsi, les interrogations des Français à l'égard de la protection sociale, présentes depuis presque cinq ans, n'ont aucunement reculé alors même que la conjoncture, l'état d'esprit général, le moral des ménages ont connu dans la période des fluctuations fortes, du pessimisme tempéré à l'optimisme le plus net. Ce mouvement d'interrogation sur les aides sociales n'est donc pas conjoncturel : il traduit une préoccupation **profonde**, qui, encore une fois, ne concerne pas une remise en cause de l'idée que les pouvoirs publics, et la société, doivent aider les plus démunis, mais qui porte surtout sur **l'efficacité de ce soutien** et donc sur **les moyens à mettre en œuvre** pour asseoir cette efficacité.

En guise de conclusion

Renforcement – exacerbation même – des inquiétudes, accroissement du désir de transformation radicale de la société, désillusions à l'égard du chômage, interrogations profondes sur les politiques sociales, réapparition du décalage entre perceptions individuelles et appréciations collectives, ... **Le désenchantement du corps social** est, en ce début 2002, à la hauteur de ses espoirs d'hier, à la hauteur de la confiance qu'il avait, en peu de temps, presque totalement retrouvée.

Car, alors qu'il y a à peine douze mois, l'optimisme économique des ménages culminait à un niveau record, **l'opinion semble maintenant se crispier, douter et se recroqueviller sur ses peurs**. De la « cohabitation » des deux dernières années, cohabitation insolite entre un moral économique exceptionnel et des craintes profondes, **les inquiétudes semblent sortir largement vainqueurs** : elles ont repris leur diffusion, exacerbées par une série de doutes, un certain désarroi, un sentiment d'impuissance profond. Comme si chaque fait d'insécurité quotidienne ravivait, attisait, grossissait la réalité des dangers multiples auxquels chacun a de plus en plus le sentiment d'être confronté : **la peur de l'agression, la violence, l'insécurité sont maintenant au cœur des esprits**.

Ne minimisons pas ce malaise. Car il ne s'agit pas d'une flambée soudaine de craintes ponctuelles, mais de l'atteinte d'**un nouveau palier** dans un trouble qu'on a vu s'insinuer lentement dans la société, puis grandir, prospérer pendant plusieurs semestres. Les interrogations, plus ou moins inquiètes, plus ou moins alarmistes, que l'insécurité suscite ont ainsi fait place aujourd'hui à **une attente profonde d'intervention**, massive et coordonnée, **des pouvoirs publics**. Car, comme une lame de fond, le sentiment d'insécurité pousse une partie du corps social à contester le fonctionnement même de la société et quelques-unes de ses institutions-phares, la justice en premier lieu.

Tout n'est pas noir pourtant : les perspectives **individuelles**, les appréciations sur les situations financières **personnelles**, restent d'un niveau très satisfaisant et, tout compte fait, figurent parmi les plus hautes de ces vingt dernières années.

Mais, en réalité, que peuvent les signes d'espoirs personnels – qui sont plutôt en diminution – quand une partie croissante d'une opinion plutôt désabusée et inquiète voit surtout **les potentialités négatives** du retour du chômage et de tout ce qui ne fonctionne pas dans la société ? Que vaut vraiment l'optimisme individuel quand le pessimisme collectif s'accroît, quand, après trois années d'évolution vers le contentement, l'insatisfaction globale regagne partout du terrain et que quelques groupes significatifs « rebasculent » nettement du côté du mal-être (voir, ci-après, « *l'Espace des Opinions* ») ?

Certes, on peut, au vu de cette juxtaposition de jugements contradictoires, avoir **deux lectures différentes** de la société française :

- * D'un côté, on peut considérer que celle-ci est confrontée à un malaise conjoncturel, favorisé par la proximité d'élections nationales, présidentielles et législatives. On peut alors espérer que s'appuyant demain sur la remontée des espoirs individuels, le redémarrage, « dopé » par la conjoncture économique internationale, n'en sera que plus fort.
- * De l'autre, on peut estimer – et c'est notre hypothèse actuelle – que c'est la parenthèse faste des années 1999-2001 qui est en train, plus ou moins rapidement, de se refermer et que le maintien d'un moral individuel satisfaisant n'est qu'une des dernières traces appelées à disparaître sous la vague montante du « pessimisme retrouvé ».

Mais en fait, rien n'est écrit. Peut-être est-il trop tôt pour conclure ; l'opinion hésite encore... Cependant, il y a un an, nous écrivions dans cette même note de conjoncture : le maintien de cette situation favorable « repose probablement sur deux éléments fondamentaux. D'abord, sur la poursuite de la baisse du chômage [...]. Ensuite, sur le fait que les pouvoirs publics montrent qu'ils agissent pour répondre aux risques sociétaux qui assaillent le corps social »⁸. En fait, **sur ces deux points, il semble que l'opinion n'ait pas été satisfaite**. Et tant qu'elle ne le sera pas, la situation ne s'améliorera guère.

Car il faut, encore une fois, avoir en tête que le malaise actuel ne concerne pas tant – pour l'instant ? – les situations financières personnelles, mais **les perspectives**

⁸ Voir la note de conjoncture de l'an dernier : « Début 2001 : malgré le maintien de fortes inquiétudes, le moral économique des Français atteint un niveau exceptionnel, le plus haut depuis deux décennies ».

sociétales, et tout particulièrement, **la façon de vivre ensemble** et, en définitive, **la capacité des institutions à réguler harmonieusement cette vie collective**.

C'est précisément de cette régulation équilibrée de la vie collective que dépendent l'avenir, les opinions futures du corps social. Une chose est sûre : cette harmonie ne se restaurera pas toute seule, sans rien faire en quelque sorte. L'inaction a peut-être pu parfois, dans le passé, être un élément moteur de la recomposition d'un nouvel équilibre. Mais, cette fois, la demande, profonde, est **une demande d'intervention volontariste de l'Etat**. En un mot, paradoxalement, **tenter de retrouver l'harmonie collective, c'est aujourd'hui engager un vrai combat**.

* * *
*

**Une visualisation de l'état de l'opinion
au début 2002**

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2002

Réalisée depuis vingt-quatre ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables ont déjà été, à plusieurs reprises, sélectionnées pour définir ce que l'on peut appeler « **l'espace général des opinions des Français** »¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'espace général des opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- La trajectoire suivie dans cet espace par **l'ensemble** de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2002.
- La façon dont les différents **groupes socio-démographiques** se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, notamment en janvier 2002.

¹ Voir notamment les notes de conjoncture des six dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 73 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir « *L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998.

Cette visualisation met en évidence un double constat :

- **Le début 2002 se caractérise par un coup d'arrêt** au mouvement engagé depuis 1999 : **la progression vers le mécontentement est assez nette**. Néanmoins, le point 2002 se situe encore du côté de la satisfaction dans « l'Espace des Opinions ». En fait, on est revenu, sur cette dimension, à la situation du début 1999.

Ce recul assez conséquent est la résultante d'une détérioration des opinions sur toute une série de sujets différents : augmentation de la demande de réformes radicales de la société, nette montée du pessimisme sur le niveau de vie de l'ensemble des Français, détérioration des jugements sur les conditions de vie à venir, dégradation très sensible des appréciations sur le fonctionnement de la justice, et même, légère remontée de symptômes tels que maux de tête, insomnies, nervosité... Rappelons d'autre part que l'indicateur d'inquiétudes n'entre pas historiquement dans les variables prises en compte pour construire l'Espace des Opinions¹.

En fait, l'augmentation du mécontentement – ou plutôt la réduction de la satisfaction – a affecté cette année **tous les groupes socio-démographiques sans aucune exception**.

Mais surtout quelques catégories sont repassées, purement et simplement, **dans la zone de l'insatisfaction** : les faibles revenus, les ouvriers, les femmes au foyer, les 35-49 ans, les 50-64 ans, les non-diplômés. C'est dire que le mécontentement proprement dit touche maintenant **des groupes dont l'importance démographique est loin d'être négligeable**.

- **D'autre part, après quatre années successives de progression du « modernisme » en matière de mœurs, le début 2002 semble marquer une pause**. La « modernité » des Français reste quasiment au niveau très élevé de l'an dernier : à vrai dire, le recul enregistré est faible et il est uniforme dans presque tous les groupes. Notons cependant un retrait un peu plus accentué chez les Franciliens de moins de 40 ans. Par contre, le modernisme a continué à croître chez les 50-64 ans et chez les habitants de communes rurales.

¹ Les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2002)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à construire « l'Espace Général des Opinions des Français »².

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (Graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (Graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé (à droite du Graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

² Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 48 000 individus (vingt-quatre vagues d'enquêtes).

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

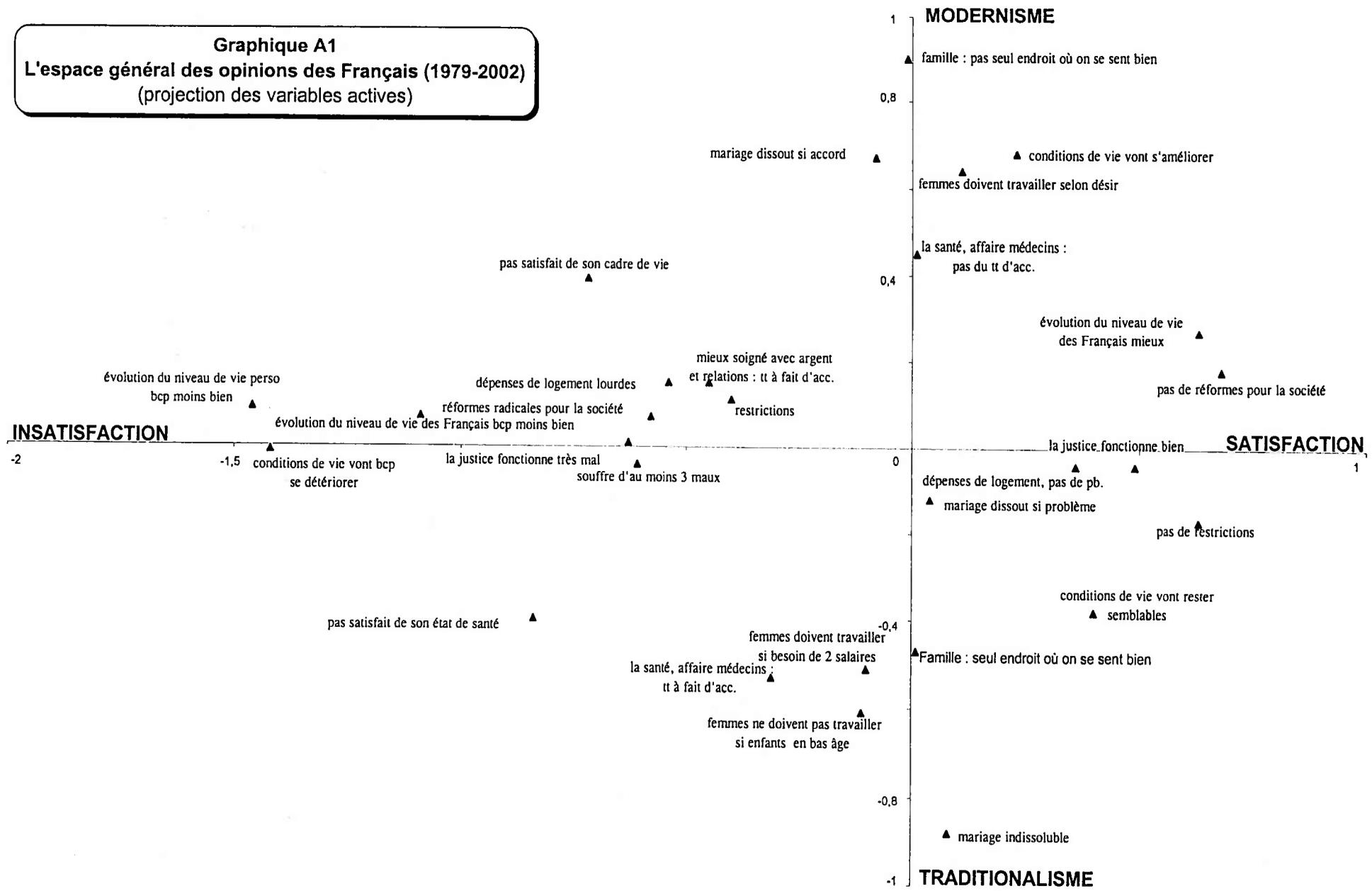
Le **deuxième axe**, dont le contenu se résumait, jusqu'à ces dernières années, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent.

Mais on observe aussi que figurent ici les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie prochaines : cette variable, représentative d'une confiance certaine envers l'avenir, **exerce davantage d'influence depuis trois ans. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc d'une confiance plus accentuée envers le futur, d'une foi en l'avenir.**

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire.

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2002)
 (projection des variables actives)



2. L'évolution, sur vingt-quatre ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 2002

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 2002), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**.

Mais l'élément important de cette année est **le coup d'arrêt** porté au mouvement d'ampleur exceptionnel qui, de 1998 à 2001, a fait passer le pays du pessimisme le plus noir à une satisfaction profonde, satisfaction du niveau de celle qui prévalait à la fin des années 70. **La France chemine donc maintenant vers l'insatisfaction**, le point 2002 restant encore, il faut le souligner, du côté du contentement.

Neuf grandes phases peuvent être grosso modo décelées sur l'ensemble de la période (Graphique A2) :

- 1 - De 1979 à 1982, une forte diffusion des opinions modernistes sur la famille, le mariage et le travail des femmes.
- 2 - De 1982 à 1985, une perte de vitesse des opinions modernistes et une très nette montée de l'insatisfaction.
- 3 - En 1986 et 1987, un recentrage des opinions.
- 4 - En 1988, un retour très sensible, mais limité dans le temps, aux valeurs traditionnelles.
- 5 - De 1988 à 1990, un regain du modernisme, accompagné du retour d'une certaine satisfaction.
- 6 - De 1990 à 1994, une croissance continue de l'insatisfaction, allant de pair avec une diminution du modernisme.
- 7 - De 1994 à 1998, une poussée du modernisme, accompagnée d'un niveau très élevé d'insatisfaction.

- 8 - De 1999 à 2001, une diminution spectaculaire du mal-être. Le retour dans la zone dite « de la satisfaction » s'est opéré au début 1999. Depuis, la France s'était installée dans un contentement certain, teinté de forte modernité.
- 9 - 2002 serait-elle le début d'une nouvelle phase ? En tout état de cause, la parenthèse faste des trois années précédentes se referme d'un coup.

Le début 2002 nous ramène donc au niveau de contentement atteint en 1999, mais cette fois, la tendance est inversée : le recul sur l'échelle de la satisfaction est particulièrement net. **En un an, le mouvement vers le mécontentement a été plus fort que la montée qui était intervenue dans la satisfaction entre 1999 et 2001³.**

Ne revenons pas ici sur les éléments cumulés qui expliquent cette inversion de tendance (voir ci-dessus) : remontée d'un radicalisme de nature institutionnelle, net accroissement des critiques sur le fonctionnement de la justice, jugements moins favorables sur le niveau de vie de l'ensemble des Français, etc.⁴ Mais le plus significatif de cette évolution, nous allons le voir, tient dans le fait qu'**un certain nombre de catégories ont maintenant purement et simplement basculé du côté de l'insatisfaction** : les 35 à 64 ans, les ouvriers et les femmes au foyer, les revenus de moins de 10 000 F/mois, les non-diplômés.

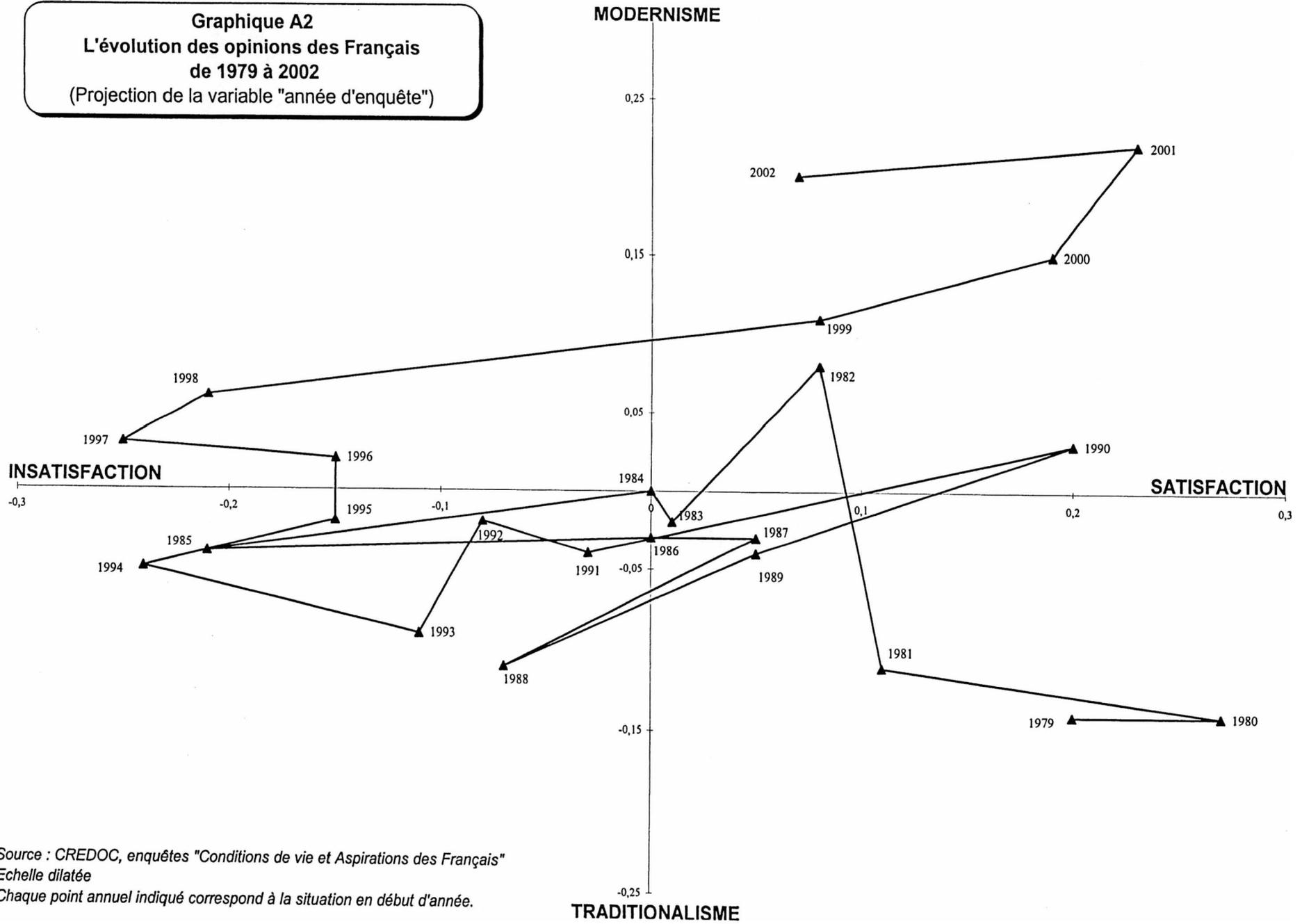
Quant **au degré de modernisme, il n'a guère évolué** : il reste au plus haut. Et le petit recul constaté a touché **quasi uniformément** tous les groupes.

Ce maintien global du modernisme recouvre en fait une double inflexion : une légère progression du nombre de partisans du libre choix des femmes de travailler (65% cette année, 61% l'an dernier), « compensée » par un léger recul de l'acceptation de la dissolution du mariage en cas d'accord mutuel (44% cette année, 46% l'an dernier).

³ Evolutions calculées à partir des coordonnées sur l'axe de satisfaction/insatisfaction de l'Espace des Opinions.

⁴ Rappelons que « l'indicateur d'inquiétudes » n'entre pas dans les variables prises en compte pour construire l'Espace des Opinions : les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français
de 1979 à 2002
(Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Echelle dilatée
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population depuis 1979, on peut visualiser **celle de chacune des principales catégories socio-démographiques** sur les vingt-quatre dernières années.

Cinq critères seront présentés, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles intervenues cette année : ils concernent la Profession-Catégorie-Sociale des enquêtés, leur âge, leur localisation géographique (Paris-province, ruraux-urbains), leurs niveaux de diplômes et de revenus.

Pour ce faire, nous n'avons pas représenté les vingt-quatre positions de chaque groupe social au fil des ans, mais nous avons effectué des regroupements d'années, sauf pour la dernière période, celle qui nous intéresse ici (2001 - 2002).

En tout état de cause, un constat domine : **les évolutions catégorielles ont toutes suivi la direction générale mise en évidence pour l'ensemble de la population, c'est-à-dire un net recul du contentement.**

A - Les femmes au foyer et les ouvriers repassent du côté de l'insatisfaction – le mouvement vers le mécontentement est très rapide chez les travailleurs indépendants ((Graphiques A3 et A3 bis)

L'analyse par Profession-Catégorie Sociale (PCS) met en évidence que les différents groupes se positionnent de manière très distincte dans « l'Espace des Opinions ». Les cadres, puis les employés et les ouvriers sont les plus modernistes. Les travailleurs indépendants ne le sont que légèrement. Enfin, les femmes au foyer, puis de façon plus accentuée, les retraités, sont plus traditionalistes.

En tout état de cause, on observe bien que les douze derniers mois se sont traduits, **dans tous les groupes**, par un net cheminement vers l'insatisfaction.

Les évolutions intervenues entre le début 2001 et janvier 2002 appellent **quatre remarques principales** :

- * **Deux groupes ont « basculé » : les femmes au foyer et les ouvriers** ont, cette année, repassé la « frontière » qui sépare le contentement de l'insatisfaction.

La progression du mécontentement chez **les femmes au foyer** (évolution la plus importante cette année avec celle des travailleurs indépendants) tient finalement à la fois à un assombrissement **général** de leur regard sur la société – accroissement des demandes de réformes radicales (+ 11 points en un an), critiques accrues à l'égard de la justice (+ 13 points), etc. – mais aussi à une nette dégradation des jugements portés sur leur **propre** niveau de vie (40% estiment qu'il se dégrade, soit 11 points de plus en un an). Leur niveau d'insatisfaction est presque revenu à celui qui était le leur en 1994-1996, c'est-à-dire lors des « années noires » de la crise collective majeure qui a frappé le pays tout au long d'une bonne partie de la décennie 90.

Le recul de la satisfaction a été moindre, cette année, chez les **ouvriers** ; mais s'ils n'ont pas, heureusement, retrouvé le niveau de mécontentement qui était le leur dans le milieu des années 90, chez eux, la parenthèse 2000 – 2001 est totalement « effacée ». A vrai dire, ce n'est pas leur radicalisme qui s'est accru, mais plus de la moitié d'entre eux estiment que le niveau de vie des Français se dégrade, 62% que le nombre de chômeurs va continuer d'augmenter et leurs inquiétudes ont augmenté plus vite qu'en moyenne (+ 7 points en un an).

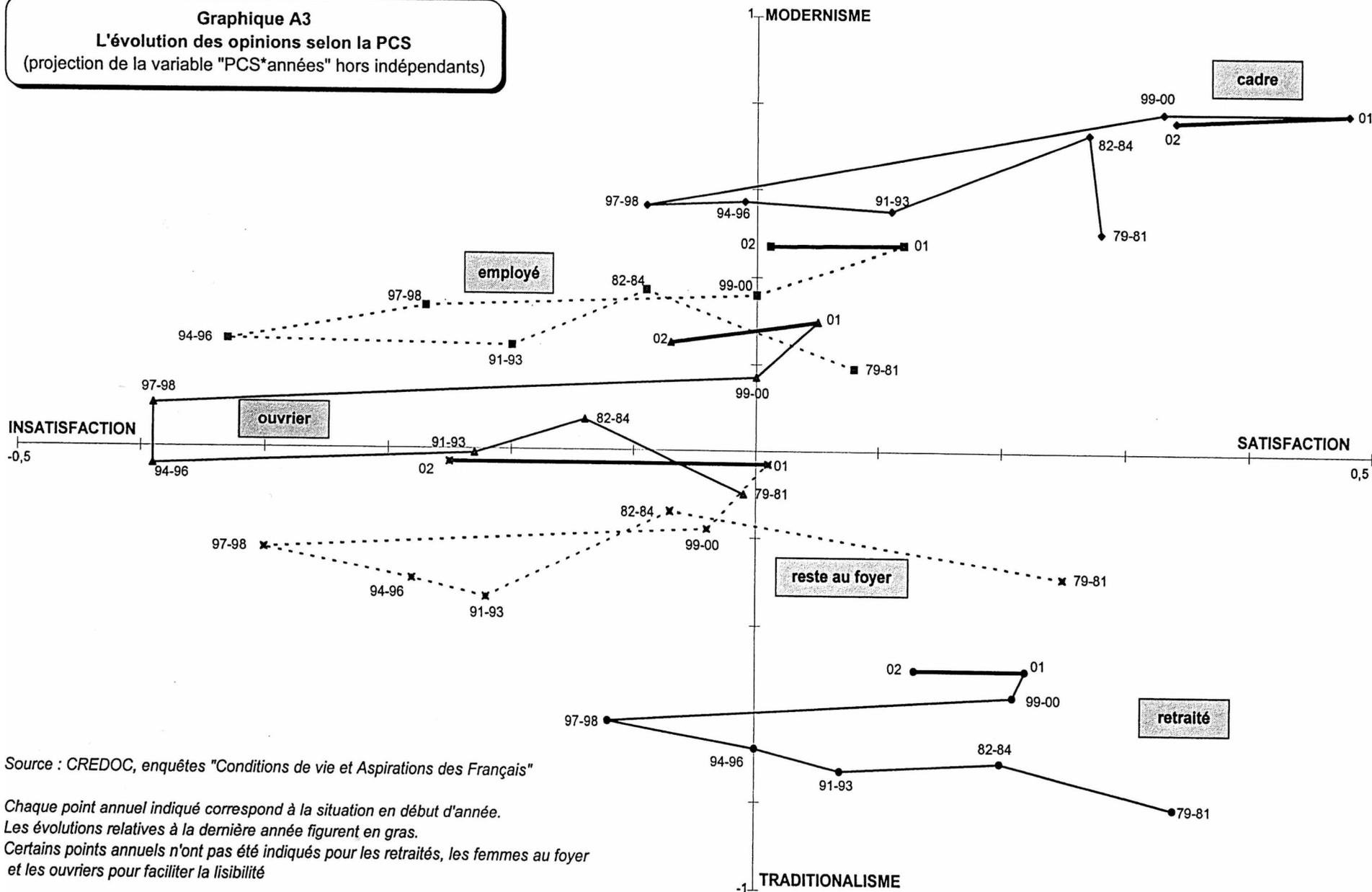
- * **Les employés, quant à eux, ne sont pas passés dans la « zone de l'insatisfaction » mais ils n'en sont plus très loin** : outre qu'il s'agit du groupe où les inquiétudes sont le plus marquées (43% d'inquiets, contre 35% en moyenne), leur radicalisme est élevé. En fait, ce sont leurs jugements encore très favorables sur leur niveau de vie **personnel** qui les a empêchés de « basculer ».
- * **Les travailleurs indépendants⁵ ont, cette année, cheminé aussi vite que les femmes au foyer vers l'insatisfaction**, mais ils partaient d'un niveau de contentement beaucoup plus élevé. Chez eux, **tout** s'est assombri, aussi bien les jugements sur l'ensemble de la société que ceux concernant leurs propres situations.

⁵ La projection des indépendants dans l'Espace des Opinions figure au graphique A3 bis. Ce choix a été fait uniquement pour améliorer la lisibilité et éviter les chevauchements avec d'autres trajectoires. Précisons que les professions libérales sont classées parmi les cadres, et non avec les travailleurs indépendants.

- * **En fait, ce sont les cadres qui atteignent, de loin, le plus haut niveau de satisfaction.** Qu'on ne s'y méprenne pas : eux aussi ont connu une diminution de leur contentement. Mais leur optimisme envers leur propre situation l'emporte encore largement.

Le cas le plus étonnant concerne **les retraités** : bien entendu, ils ont reculé sur l'échelle de la satisfaction. Mais leur « radicalisme nouveau », leurs pronostics négatifs sur l'évolution du chômage auraient pu les porter plus loin sur la gauche du graphique. Ce n'est pas le cas car, par ailleurs, leur niveau de satisfaction personnelle sur certains sujets concrets est bien meilleur qu'en moyenne : ils s'imposent – au moins en déclarations – nettement moins de restrictions que les autres groupes ; leurs dépenses de logement leur paraissent un peu moins lourdes (beaucoup sont propriétaires) et leurs critiques vis-à-vis de leur cadre de vie quotidien sont relativement faibles.

Graphique A3
L'évolution des opinions selon la PCS
 (projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



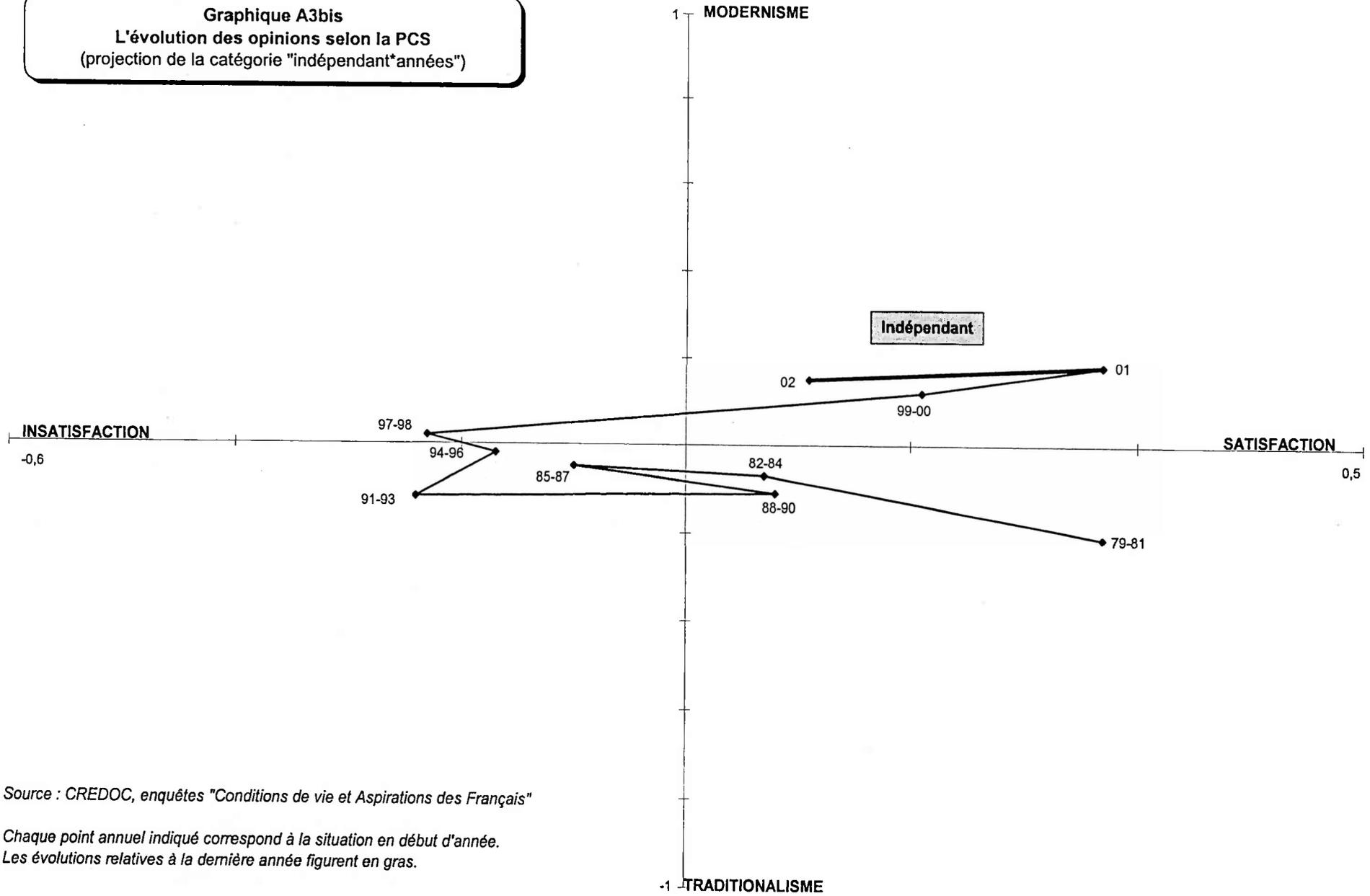
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

Certains points annuels n'ont pas été indiqués pour les retraités, les femmes au foyer et les ouvriers pour faciliter la lisibilité

Graphique A3bis
L'évolution des opinions selon la PCS
(projection de la catégorie "indépendant*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.

B - Les classes d'âge intermédiaires (de 35 à 64 ans) sont passées du côté de l'insatisfaction (Graphique A4)

D'une manière générale, on observe que les jeunes sont les plus modernistes (ils se projettent au Nord de l'Espace) et les personnes au-delà de 65 ans, plutôt traditionalistes en matière de mœurs (au Sud).

Autre remarque générale : quel que soit le groupe analysé, les évolutions intervenues de 1979 à 2002 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (satisfaction/insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme) : les effets horizontaux sont plus conjoncturels, dirons-nous, que les effets verticaux, liés bien entendu à des mouvements plus lourds, générationnels.

Ceci étant, l'observation des évolutions intervenues par classe d'âge, ces douze derniers mois, permet de distinguer **trois groupes principaux** :

- **Deux classes d'âge sont maintenant « insatisfaites », les 35-49 ans et les 50-64 ans.** Ce sont donc aujourd'hui les groupes les plus « matures » qui apparaissent être les plus mécontents de la société.

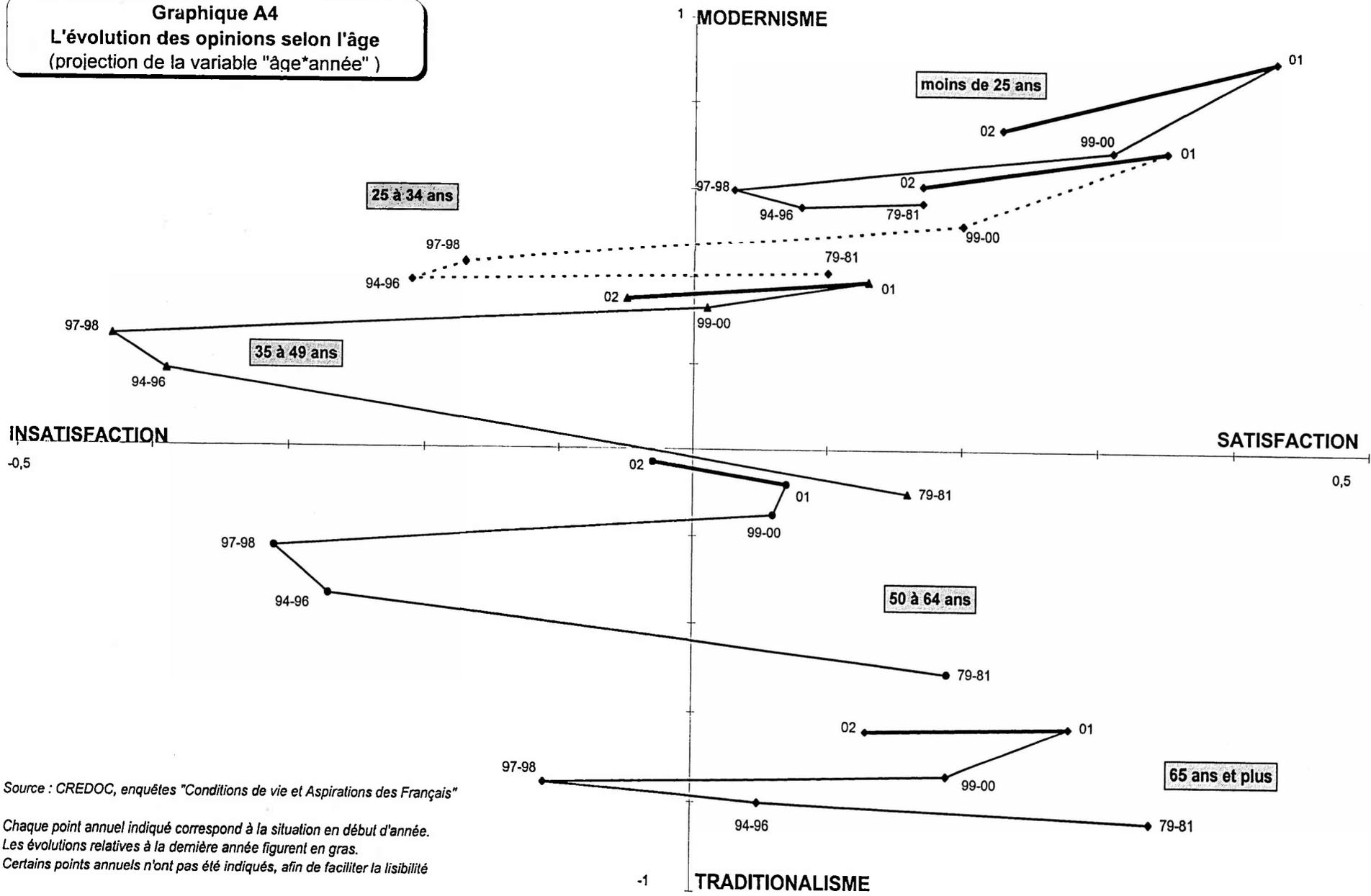
Certes, le mouvement vers l'insatisfaction a été plus accentué cette année chez les 35-49 ans que chez leurs aînés, mais les deux catégories se projettent maintenant à gauche de l'axe vertical, donc dans la « zone du mécontentement ». En fait, ces deux groupes se différencient peu : les premiers s'imposent peut-être plus de restrictions que les seconds et les seconds sont plus pessimistes à l'égard de leur propre situation. Mais dans les deux cas, les critiques aiguës de la justice et un radicalisme montant côtoient des pronostics pessimistes à l'égard du chômage.

Remarquons cependant que les **50-64 ans** constituent le seul groupe, avec les ruraux, ayant vu cette année son degré de modernisme croître (léger recul de l'attachement à la famille, augmentation du nombre de partisans du travail des femmes).

- **Les classes d'âge les plus jeunes (moins de 25 ans, 25-34 ans) ont sérieusement reculé sur l'échelle du contentement, mais elles restent, toutes deux, du « bon côté » de l'Espace des Opinions.** On ne peut d'ailleurs qu'être frappé du parallélisme des attitudes de ces deux groupes depuis 1999 : satisfaits et modernistes, leurs positions sont très voisines sur le graphe.

- Enfin, les **plus de 65 ans** se projettent également du côté de la satisfaction. Ils sont évidemment dans une situation proche de celle du groupe des retraités (*cf.* ci-dessus). Mais n'oublions pas la poussée de fièvre très critique (radicalisme, sévérité à l'égard du fonctionnement de la justice) qui a touché ce groupe d'âge cette année.

Graphique A4
L'évolution des opinions selon l'âge
 (projection de la variable "âge*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
 Certains points annuels n'ont pas été indiqués, afin de faciliter la lisibilité

C - Les différences d'attitudes en fonction du lieu d'habitation s'atténuent (Graphique A5). Les écarts restent élevés chez les Franciliens en fonction de l'âge (Graphique A6)

L'observation des évolutions en fonction du lieu d'habitation (Graphique A5) met en évidence que **les différences d'opinions semblent globalement s'atténuer** :

- * D'une part, **partout** il y a eu, cette année, recul de la satisfaction, que l'on réside dans une petite ou une grosse agglomération. Le recul a même été plus net chez les ruraux, « contaminés » en quelque sorte par le « radicalisme montant ».
- * D'autre part, le modernisme en matière de mœurs a continué à faire son chemin chez les habitants de communes de moins de 2 000 habitants, pendant qu'il a reculé ailleurs, et surtout chez les Franciliens.

De fait, au vu du graphe, on peut considérer qu'il y a aujourd'hui davantage de différences d'opinions entre, d'un côté, les ruraux et, de l'autre, les habitants d'agglomérations de plus de 2 000 habitants (et surtout de 20 000 habitants) y compris agglomération parisienne, qu'il n'y en a entre les parisiens, d'une part, et les provinciaux, d'autre part. On note à ce propos que les « points 2002 » relatifs aux Franciliens et aux habitants de villes de province (plus de 2 000 habitants) se superposent quasiment dans l'Espace des Opinions.

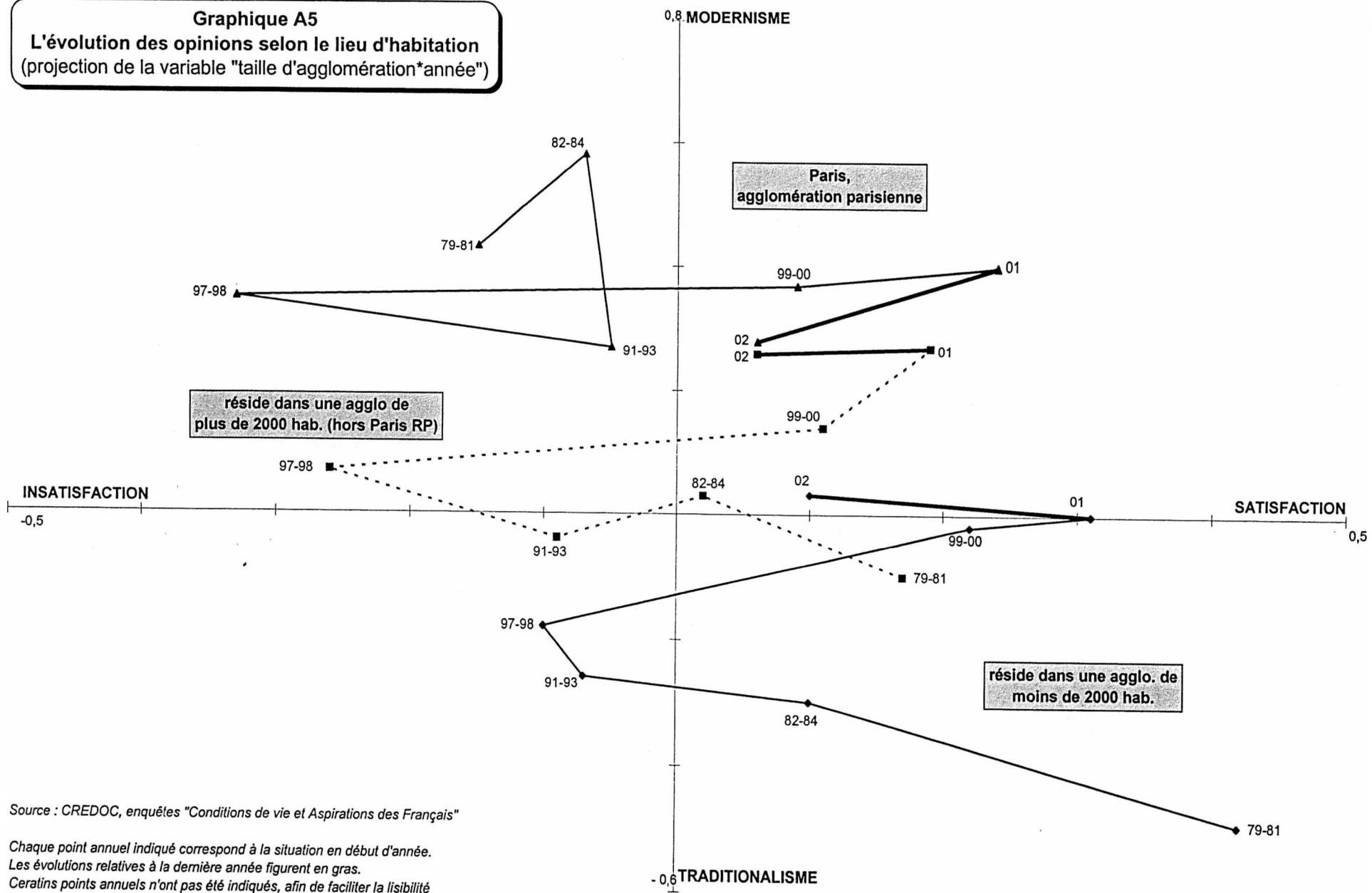
Il reste que quel que soit le lieu d'habitation, **chaque groupe figure encore du côté de la satisfaction**, à droite de l'axe. C'est même le cas pour **les habitants de communes de 20 000 à 100 000 habitants** qui ont pourtant connu cette année une sérieuse poussée de mécontentement (ce groupe n'est pas détaillé sur le graphique A5). Ainsi, ces individus ont maintenant des attitudes très proches de celles que l'on observe chez les résidents des plus grosses villes de province, ou des Franciliens.

Quant à ces derniers (les Franciliens), ils ont subi des évolutions un peu différentes selon qu'ils ont plus ou moins de 40 ans (Graphique A6) :

- * **Les jeunes Franciliens** (moins de 40 ans) ont connu un recul de leur satisfaction quasiment du même ordre que celui qui a affecté les femmes au foyer ou les travailleurs indépendants : touchés par les inquiétudes (41% d'inquiets, contre 35% en moyenne), ils semblent cette année avoir beaucoup plus le sentiment que l'an dernier que leur **propre** niveau de vie se dégrade. En quelque sorte, ils s'inquiètent relativement plus pour eux-mêmes. Leur degré de modernisme a aussi assez sensiblement reculé (61% considèrent que la famille est « le seul endroit où l'on se sent bien et détendu », contre 48% l'an dernier).

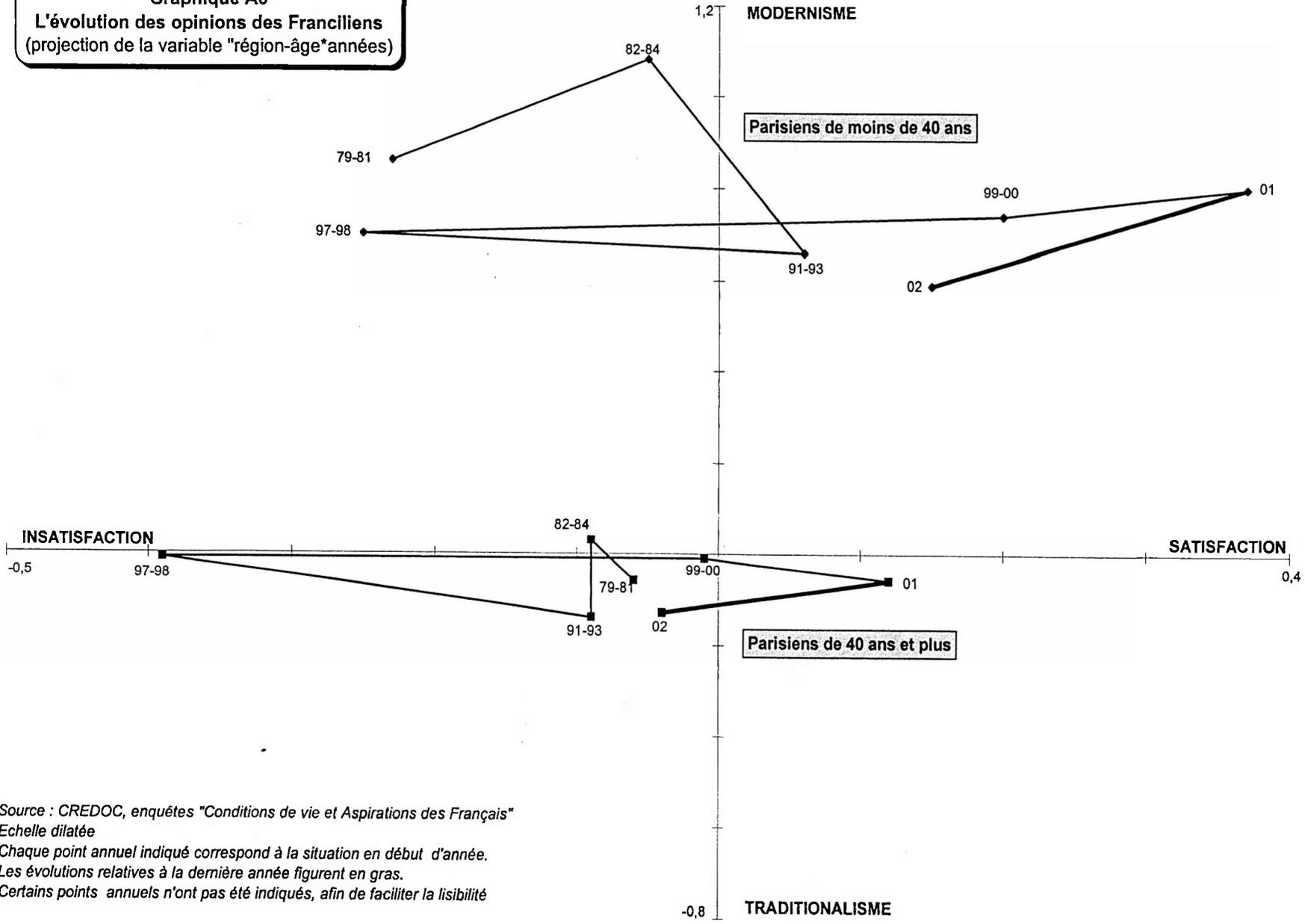
- * Quant **aux Franciliens de plus de 40 ans**, il ont connu une réduction du modernisme de moindre ampleur, comme une diminution de leur satisfaction moins forte : mais cette dernière a suffi à les faire passer du « côté du mécontentement ». Eux, ce qui les inquiète plus, c'est le niveau de vie actuel « **des autres** », mais aussi leurs conditions de vie à **venir**.

Graphique A5
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
 (projection de la variable "taille d'agglomération*année")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
 Certains points annuels n'ont pas été indiqués, afin de faciliter la lisibilité

Graphique A6
L'évolution des opinions des Franciliens
 (projection de la variable "région-âge*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Echelle dilatée
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
 Certains points annuels n'ont pas été indiqués, afin de faciliter la lisibilité

D - Bas revenus et Non-diplômés ont « basculé » du côté de l'insatisfaction (Graphiques A7 et A8)

Enfin, la comparaison des catégories situées au plus haut et au plus bas de l'échelle sociale met en évidence que cette année, **le contentement a reculé partout**. Et si le « désenchantement » s'est diffusé plus rapidement au bas de l'échelle, il a touché un peu plus les catégories aisées que les classes « moyennes supérieures » :

- * **Dans les catégories défavorisées (moins de 6 000 F/mois)**, l'optimisme « introuvable » de l'an dernier s'est totalement évanoui : la présence de ce groupe à droite de l'axe, du côté de la satisfaction, n'aura donc duré qu'une année. Le cheminement dans la zone du mécontentement a même été d'une intensité record : c'est le groupe qui a connu, cette année, la plus forte progression vers l'insatisfaction (devant les femmes au foyer ou les travailleurs indépendants).

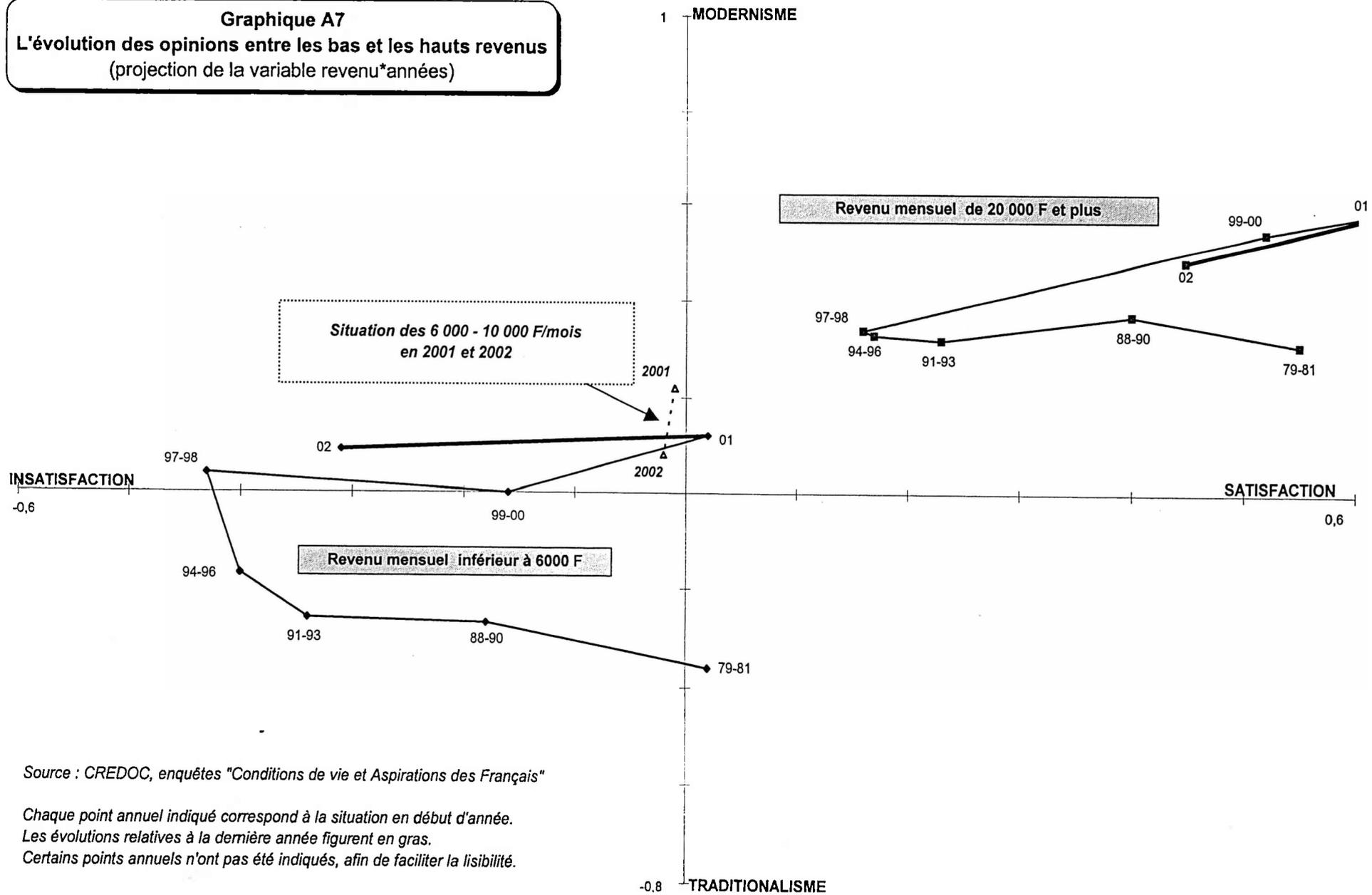
Ce mouvement a été tel qu'il a effacé « l'anomalie » de l'an dernier : les titulaires de 6 000 à 10 000 F mensuels étaient les seuls à être restés du côté de l'insatisfaction, tirés alors par une profonde impatience revendicative. Comme celle-ci s'est un peu atténuée cette année en termes relatifs, pour faire place à une critique plus institutionnelle, la situation des 6 000 – 10 000 F a finalement peu varié : ils se projettent toujours du côté de l'insatisfaction, mais moins à gauche maintenant que les plus bas revenus (pour des raisons de lisibilité, sur le Graphique A7, seuls les deux points « 2001 » et « 2002 » ont été indiqués pour la tranche des 6 000 – 10 000 F mensuels).

- * **Le même mouvement de mécontentement, un peu atténué, se retrouve chez les non-diplômés** : eux aussi ont, cette année, franchi, de droite à gauche, la « frontière » qui sépare le contentement du mal-être. Ils figurent toujours, d'autre part, parmi les plus « traditionalistes » de nos concitoyens (beaucoup des plus de 65 ans n'ont pas de diplômes).

Ce « basculement » négatif, on l'observe d'ailleurs également chez **les titulaires de diplômes intermédiaires, inférieurs au bac** (voir Graphique A8, où seuls les points 2001 et 2002 de ce groupe ont été indiqués).

- * Enfin, **les bénéficiaires de hauts revenus** (20 000 Francs et plus dans le foyer) et **les diplômés du supérieur** bénéficient encore d'un « bien-être » important : ils se projettent très à droite de l'axe vertical. Il n'empêche qu'ils ont connu aussi, cette année, une diminution sensible de leur contentement : par exemple, 44% des hauts revenus estiment que le niveau de vie de **l'ensemble** des Français se dégrade (+ 18 points en un an). Et leur indicateur d'optimisme vis-à-vis de l'avenir a reculé de 22 points en un an (contre - 12 en moyenne).

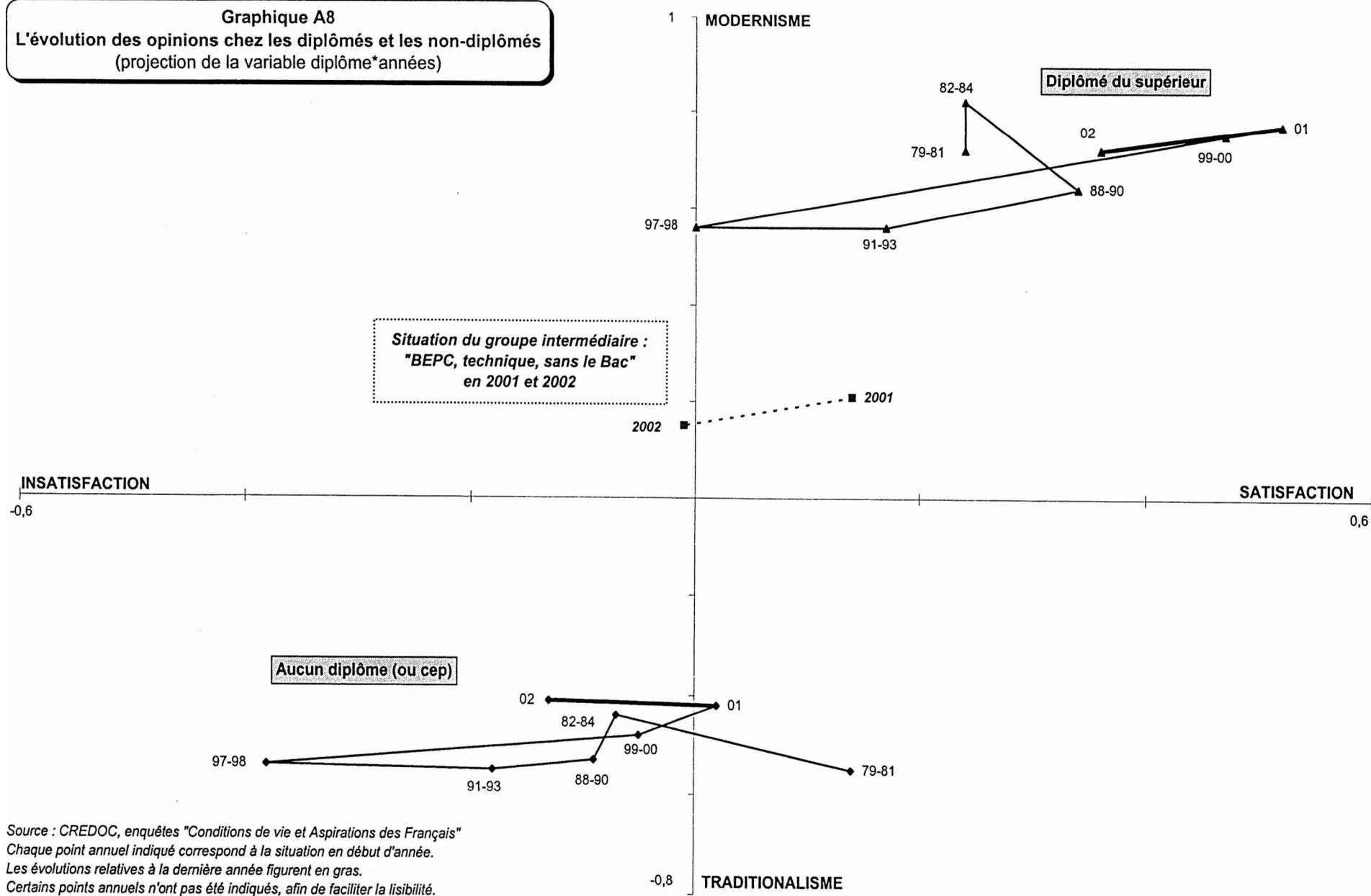
Graphique A7
L'évolution des opinions entre les bas et les hauts revenus
 (projection de la variable revenu*années)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
 Certains points annuels n'ont pas été indiqués, afin de faciliter la lisibilité.

Graphique A8
L'évolution des opinions chez les diplômés et les non-diplômés
 (projection de la variable diplôme*années)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Les évolutions relatives à la dernière année figurent en gras.
 Certains points annuels n'ont pas été indiqués, afin de faciliter la lisibilité.

En définitive, si l'on résume l'ensemble de ces données, **trois conclusions principales** s'en dégagent :

- **Le nombre de groupes ayant cette année « basculé », du contentement vers l'insatisfaction, est important.** De plus, il s'agit de catégories dont le poids démographique est loin d'être négligeable. Cela concerne :
 - Les titulaires, dans leur foyer, de revenus de moins de 6 000 F/mois (ceux disposant de 6 000 à 10 000 F figuraient déjà dans la zone gauche de l'Espace l'an dernier).
 - Les femmes au foyer.
 - Les ouvriers.
 - Les non-diplômés (et les titulaires de diplômes inférieurs au bac).
 - Les 35-49 ans et les 50-64 ans (et notamment les Franciliens de plus de 40 ans).
- **A part ces groupes, l'insatisfaction a cette année progressé plus vite qu'en moyenne chez :**
 - Les travailleurs indépendants.
 - Les ruraux (moins de 2 000 habitants).
 - Les jeunes Franciliens.

Même s'ils figurent tous encore du côté du contentement.

- **Enfin, le degré de modernisme s'est stabilisé cette année à un haut niveau.** Il a reculé cependant plus nettement chez les jeunes Franciliens, tandis qu'il a continué à progresser légèrement chez les ruraux et chez les personnes de 50 à 64 ans.

Autrement dit, si aujourd'hui l'opinion se crispe, **c'est aussi parce que les groupes du bas de l'échelle sociale – et les classes moyennes-basses – sont retombés dans le mal-être et l'insatisfaction.**

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement.
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *
*

